la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Fondée par **Pierre MONATTE** en 1925

Numéro 464 — Nouvelle série — Numéro 163 **SEPTEMBRE 1961 — PRIX : 1,50 NF**

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire
(mensuelle)

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE - ALGERIE

Six mois .. .. 8 NF (800 fr.)
Un an .. .. 15 NF (1.500 fr.)

EXTERIEUR

Six mois .. .. 10 NF (1.000 fr.)
Un an .. .. 18 NF (1.800 fr.)

Le numéro : 1,50 NF (150 francs)

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction
et l'Administration à la
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2e)
Téléphone : CENtral 17-08

PERMANENCE
Les jeudis de 18 h. à 19 h.
Les samedis de 17 h. à 19 h.

UTILISER POUR LES ENVOIS
DE FONDS
notre compte chèques postaux
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 464 - Septembre 1961

ENTRE NOUS...

L'affaire de Berlin, les menaces de guerre, les expériences nucléaires ont quelque peu assombri le ciel de nos vacances. Aussi ne faut-il pas s'étonner du déséquilibre de ce numéro. En des conjonctures aussi périlleuses, la tradition de la « R. P. » exige que chacun d'entre nous exprime librement ses réactions et ses opinions, même si elles sont contradictoires, surtout si elles sont contradictoires.

Faut-il rappeler aux jeunes que dès que l'existence de régimes totalitaires (fasciste, hitlérien, franquiste) eut amputé l'Internationale de mouvements ouvriers libres sur une grande partie de l'Europe, le tragique dilemme se posa en la conscience de chacun d'entre nous ? Fallait-il sacrifier notre pacifisme à la défense des libertés ouvrières et aux espoirs révolutionnaires, ou se résigner à l'asservissement de la majorité de la classe ouvrière européenne afin de conjurer la fatalité de la guerre ?

Qu'il s'agisse de la résistance au totalitarisme, de l'intervention en faveur de la République espagnole, c'est ainsi que le problème fut exposé dans la « R. P. ».

Ce que l'on pouvait également discuter pendant les dix premières années de la « R. P. » (1925-1935) c'était le caractère du régime dit soviétique. Les atroces procès de Moscou de 1936, 1937, la liquidation par Staline de tous les révolutionnaires d'Octobre, de tout l'héritage d'Octobre 1917 avait mis fin au débat. La seconde guerre mondiale et ses suites ont confirmé notre interprétation du stalinisme : totalitarisme rouge, d'autant plus néfaste que sa propagande extérieure prostitue les hautes valeurs socialistes et révolutionnaires que son régime intérieur a définitivement abolies.

En ces pénibles débats, la grande voix de Pierre Monatte s'élevait pour nous dire : aucune solidarité avec les Etats bourgeois et capitalistes, aucune concession aux nationalismes occidentaux et orientaux, résistance par tous les moyens aux régimes qui détruisent les libertés ouvrières, solidarité totale avec les prolétariats asservis, avec les opprimés du monde entier. C'est elle que nous entendons encore, par delà le silence de la mort, comme nous entendons la phrase du leader socialiste et syndicaliste américain Eugène Debs qui lui servit d'épitaphe : « Tant qu'il y aura une âme en prison, je ne serai pas libre ! ».

Cependant il convient de ne jamais oublier que le permanent et l'essentiel persiste à travers les tumultueux accidents de l'actualité — que les pires catastrophes ont toujours un lendemain. On peut s'associer à d'autres pour résister au pire, à condition de rester soi-même.

En se prolongeant la « R.P. » se doit de maintenir ce qui fait sa raison d'être : débattre de tous les problèmes ouvriers, présents et futurs. La situation actuelle des salariés, le mouvement ouvrier international, les possibilités futures de réalisations socialistes, l'éducation ouvrière et la formation des élites ouvrières, ce sont là des sujets abordés ici aussi bien dans la chronique de l'Union des Syndicalistes que dans des monographies et études particulières. Et si l'un d'entre nous apprécie les débats de Belgrade, un autre rapporte d'Angleterre une expérience intéressante de la réforme de l'enseignement...

Rester soi-même. Des intellectuels et des artistes expriment par cette formule une égocentisme assez irritant.

Pour le noyau de la « R.P. », cela signifie maintenir une œuvre collective, alors que certains de ses artisans ont disparu, que d'autres se courbent déjà sous la mélancolie des chutes d'automne.

En ces jours de crise, nos fidèles amis comprendront-ils qu'une collectivité comme la nôtre ne reste ce qu'elle est qu'en se renouvelant constamment !

Le gérant : Roger HAGNAUER. Editions Polyglottes, 232, rue de Charenton, Paris

UN ANCIEN MUNICHOIS DE 1938 VOUS PARLE D'UN MUNICH en 1961

« Nous allons vers un nouveau Munich — Il faut se méfier de l'esprit munichois... » Ce sont là des propos qui fleurissent abondamment, provoquant autour du nom de la capitale bavaroise, toute une littérature à prétentions politiques, historiques... voire même philosophiques. Le plus paradoxal, c'est que les deux tendances fondamentales de l'opinion française s'accordent pour lancer des avertissements, des objurgations ou des imprécations lorsqu'on évoque Munich 1938.

Les agents français de l'U.R.S.S., les partisans de l'alliance avec l'U.R.S.S. voient dans Munich la capitulation devant l'Allemagne « hitlérienne » : ceux-ci s'inquiétant d'un danger allemand potentiel, ceux-là identifiant tout simplement Adenauer et Hitler, avec une docilité ou une audace dans l'imposture qui impressionnent même ceux qui semblent les plus lucides.

Les publicistes qui soutiennent avec le plus de fermeté la résistance aux ambitions khrouchtcheviennes interprètent Munich comme le symbole de la capitulation devant une dictature belliqueuse.

Les gens de notre génération et de la génération suivante qui ont participé aux débats de 1938 n'ont pas l'excuse d'ignorer leur signification. Peut-être ont-ils tout oublié ? Peut-être ce passé déjà lointain s'est-il estompé derrière les souvenirs tragiques de la guerre de 1939-1945 ?

Le succès de l'ultime négociation de Munich (1) fut salué, le lendemain, par l'approbation presque unanime de l'opinion publique européenne. En France, certains s'en sont repentis, dès la fin de 1938. Beaucoup, en septembre 1939, n'ont plus senti que la lâcheté d'un soulagement illusoire. Dans le souvenir brumeux, la « honte » seule éclaire encore le Munich de 1938.

En réalité, parmi les Munichois de l'époque, on pouvait déceler des divergences sérieuses que l'on retrouverait facilement aujourd'hui parmi les partisans de la négociation avec l'U.R.S.S. Laissons de côté les intransigeants par principe. En face des antifascistes irréductibles et sincères (j'en exclus les staliniens qui ont approuvé un an plus tard le pacte Hitler-Staline) opposés à tout accord avec Hitler se tenaient les pacifistes absolus pour qui un arrangement quel qu'il soit — jusqu'à la capitulation même — est toujours préférable à la guerre — et les révolutionnaires qui refusaient, par esprit de classe, toute participation à la défense nationale.

Parmi les réalistes et les opportunistes qui avaient approuvé Munich — pour les uns, c'était la liquidation du traité de Versailles, c'était une fin qui devait permettre de dresser un barrage définitif devant les prétentions hitlériennes — pour d'autres, c'était le début d'une vaste négociation ayant pour objet de faire une Europe viable — pour certains qui pouvaient fort bien d'ailleurs s'accorder avec les premiers ou avec les seconds, c'était un sursis dont il fallait profiter pour intensifier la fabrication des armements nécessaires.

Ces trois tendances se retrouvent aujourd'hui. Tout le monde veut la négociation : les uns pour liquider le passé, les autres pour organiser l'avenir. La plupart des dirigeants occidentaux demeurent convaincus qu'on ne garantira la paix qu'en renforçant les armements — qu'il faut accepter le risque de la guerre totale et en inspirer la crainte au gouvernement de Moscou. Les khrouchtcheviens occidentaux jouent sur les mêmes éléments en sens contraire. Justifier les menaces de l'U.R.S.S., terroriser les peuples d'Allemagne, de France, d'Angleterre, d'Italie et des pays non engagés.

Revendications nationales justifiées ?

Mais entre le Munich de 1938 et le Munich possible de 1961, peut-on trouver quelque analogie dans l'objet du débat.

Le tragique dilemme dans lequel nous étions enfermés en 1938, c'était qu'on évitait la guerre, en accordant à Hitler la satisfaction de **revendications allemandes justifiées**, qui **jusqu'en 1933 avaient bénéficié de l'approbation des libéraux et pacifistes européens** — qu'il s'agisse de la Sarre, de l'Autriche allemande, du territoire des Sudètes rattaché à la Tchécoslovaquie (2), de Dantzig — sans intervention du principe des nationalités (abstrait et contestable), **le droit des peuples à disposer librement d'eux-mêmes jouait totalement en faveur de l'Allemagne.** Ce qui était pour nous singulièrement pénible, c'était que le rattachement au Reich fût réclamé par d'importantes majorités, que les antihitlériens dans les pays contestés se prononçaient pour la même revendication, l'idéologie cédant devant le nationalisme irrédentiste.

Munich accordant à Hitler le territoire des Sudètes confirmait la volonté populaire. C'est tellement vrai que c'est exactement en partant de la même hypothèse que Staline en 1945 a résolu le problème. « **Vous voulez être Allemands ? Partez en Allemagne et évacuez le territoire mis en valeur depuis des siècles par vos ascendants.** » C'est ainsi que l'on « déplaça » trois millions d'Allemands de Tchécoslovaquie (dans un état de dénuement presque complet). L'opération s'accomplit selon les mêmes normes dans les provinces de l'Est, germanisées depuis trois ou quatre siècles. Il y eut en

(1) Rappelons succinctement les péripéties de l'affaire. En août 1938, Hitler avait lancé des menaces précises contre la Tchécoslovaquie. Celle-ci est alliée de la France, elle-même liée à la Grande-Bretagne. Chamberlain, le 15 septembre, après avoir pris connaissance d'un rapport de Lord Runciman favorable à l'annexion allemande du territoire des Sudètes, s'envole pour Berchtesgaden où, rencontrant Hitler, il s'accorde avec celui-ci sur le principe de l'annexion. A Londres, les gouvernements anglais et français proposent un plan de réalisation de l'annexion porté par Chamberlain à Hitler à Godesberg. L'intransigeance du Führer aggrave la tension. La guerre semble inévitable. A Paris, les syndicats des Instituteurs et des Agents des P.T.T. lancent un appel sous le titre : « **Nous ne voulons pas la guerre** » qui recueille en quelques heures près de 100.000 signatures, dont celle de Romain Rolland. Sur l'initiative de Mussolini, le 29 septembre à Munich, la conférence des quatre : Hitler, Mussolini, Daladier, Chamberlain s'accorde sur un plan de rattachement des Sudètes à l'Allemagne. Notons que dans cette dernière semaine de septembre 1938, la Pologne s'était livrée à une véritable agression contre la Tchécoslovaquie (voir la relation des principaux événements dans le livre d'André Delmas : **A gauche de la barricade**). Notons encore que ce n'est pas au lendemain de Munich, mais après les accords de Londres que Blum lança sa fameuse formule exprimant ses sentiments : **la honte et un lâche soulagement.**

(2) En 1914, la Tchécoslovaquie était incluse dans l'empire austro-hongrois. Mais dès la dissociation de celui-ci en 1919, Otto Bauer, président socialiste du gouvernement de la « petite Autriche », protestait contre le rattachement des terres allemandes des Sudètes à la Tchécoslovaquie.

Allemagne fédérale **neuf millions de déplacés plus six millions qui avaient fui l'invasion russe, plus près de quatre millions qui, de 1945 à 1961, ont voté avec leurs pieds contre la soviétisation de l'Allemagne orientale. Le bloc des réfugiés a compté de dix-huit à dix-neuf millions d'individus**

Aujourd'hui, l'objet de la négociation a été formulé sans ironie par le Président Kennedy : « **M. Khrouchtchev pense et dit : ce qui m'appartient est à moi. Ce qui vous appartient est négociable.** » Ni l'U.R.S.S., ni aucun de ses vassaux n'ont de revendications territoriales et nationales qui puissent mériter la discussion. Il s'agit tout simplement de consacrer les conquêtes militaires de l'U.R.S.S. et la colonisation de l'Europe centrale.

Le problème allemand ? Mais en 1955, à Genève, dans le mirage de la déstalinisation, les Occidentaux avaient présenté un memorandum proposant :

« **— des élections libres, aboutissant à la formation d'un gouvernement unique pour toute l'Allemagne, avec comme conditions : liberté complète de mouvement, de réunion, d'expression, de presse, de radio, de télévision, le secret du vote — et le contrôle assuré par des représentants des quatre puissances occupantes ;**

« **— la discussion d'un traité avec l'Allemagne impliquant comme garanties accordées à l'U.R.S.S., incluses dans les clauses du traité : la renonciation à l'emploi de la force, la limitation des forces armées et des armements, dans une zone située de part et d'autre de la ligne de démarcation entre l'Allemagne réunifiée et les pays de l'Europe de l'Est, des mesures d'inspection et de contrôle dans cette zone, un système spécial d'alerte par radars soviétiques et occidentaux.** »

Toutes ces propositions ont été rejetées par Molotov, alors ministre de l'U.R.S.S.

Le danger allemand

A Munich en 1938, il s'agissait dit-on de capituler devant Hitler ou de lui résister. Cette fois, il s'agirait de prévenir le danger allemand. Le dilemme est peut-être posé correctement. Avec une différence essentielle, quant aux facteurs. Résignation (sinon capitulation !) ou résistance, soit. Mais, faut-il chercher l'identité de la donnée fondamentale dans **la nationalité ou le système ?**

Accorder le bénéfice de la sincérité à la hantise d'une agression allemande, c'est aussi raisonnable que prévoir l'annexion de Vénus ou l'invasion des Martiens. Précisons encore :

1° Que l'armée allemande de l'Ouest comptera l'année prochaine **386.000 hommes** — que le recrutement par volontariat est d'autant plus difficile que l'expansion industrielle est ralentie par le manque de main-d'œuvre — que jamais il n'a été question de lui livrer des armes atomiques — **que la loi militaire organique de l'Allemagne fédérale est la seule en Europe qui implique non seulement la reconnaissance de l'objection de conscience, non seulement le droit à la désobéissance à des ordres inhumains, mais encore le contrôle permanent et direct du Parlement sur la hiérarchie militaire** (3).

2° Qu'en Allemagne soviétisée, pour dix-sept millions d'habitants, on compte plus **d'un million de soldats et de membres d'organisations paramilitaires** (4.000 agents des services secrets, 110.000 soldats, 45.000 gardes frontières, 78.000 agents de la police militaire, 300.000 à 400.000 membres des milices ouvrières, **400.000 membres de la société pré-militaire : Sport et Technique, dont 15 % de femmes et de filles. D'ordre supérieur, il faut apprendre le maniement des armes aux enfants depuis l'âge de douze ans.)**

Ajoutons que les chefs militaires de l'Est, en majorité anciens officiers généraux et supérieurs de la Wehrmacht se réclament ouvertement de la tradition prussienne (4).

Quant aux revendications « territoriales » de l'Allemagne fédérale, elles pourraient se poser avec quelque acuité, si le bloc des réfugiés s'était cristallisé dans une sorte d'isolement politique et social. Bien au contraire, les déplacés sont intégrés dans l'économie de l'Allemagne fédérale et ont profité de son expansion. Et leur influence politique n'a pas cessé de s'amenuiser. On n'a pas suffisamment parlé du voyage en Pologne en décembre 1960 de M. Bertz, directeur général des Etablissements Krupp. Les grands industriels allemands regardent en effet du côté de l'Est, et si par malheur les liens entre l'Allemagne et l'Occident se relâchaient, l'héritage de Bismarck entraînerait peut-être vers un nouveau Rapallo, ou même un nouveau pacte germano-soviétique.

Mais si aucun des partis allemands ne peut reconnaître officiellement la ligne Oder-Neisse comme frontière définitive de l'Allemagne, aucun — pas même le bloc des réfugiés — n'envisage autre chose qu'un débat lors de la discussion du traité de paix.

Les conditions d'une négociation efficace

L'identité ou tout au moins la similitude et l'équivalence de la donnée fondamentale, c'est le système totalitaire. Nous l'avons assez souvent démontré par des faits que personne n'a discutés. Peut-être faut-il quelque effort intellectuel pour trouver le grain des choses sous la paille des mots ? Il faut aussi quelque force morale pour discuter les témoignages de voyageurs qui jugent le régime soviétique à travers les fastes de l'Intourist.

Mais Khrouchtchev ne ménage guère ceux qui l'écoutent avec le plus de complaisance. On reprochait aux « munichois de 1938 » leur naïveté ou leur abandon. Comment pouvait-on accorder quelque crédit aux déclarations et engagements d'Hitler ? L'expérience avait démontré que ses « sincérités successives et contradictoires » s'exprimaient par la justification après coup des faits accomplis.

La seule question qui se pose aujourd'hui c'est de savoir si l'accomplissement est possible. Si le colmatage de la brèche de Berlin et la récente explosion nucléaire ne suffisent pas à définir une négociation conçue dans l'esprit d'Hitler, de Staline et de Khrouchtchev ?

En effet, une négociation n'est efficace que lorsqu'il y a quelque rapport entre les pensées, les mots et les actes. L'hypocrisie diplomatique est encore un hommage rendu à la vertu. Lorsqu'un gouvernement se vautre dans l'arbitraire, c'est toujours pour défendre la légalité. Lorsqu'il se livre à une agression extérieure, c'est toujours pour assurer la défense du pays. Mais, dans la pensée des gouvernants, outre l'instinct de conservation et la crainte de l'opinion, il y a des idées qui « soulagent » et qui assurent bonne conscience. Nous entendons Goethe justifier le despotisme : « **j'aime mieux une injustice qu'un désordre** », et le socialiste Marcel Sembat justifier avant la guerre de 1914 la préméditation de l'agression : « **la pensée de se défendre peut conduire à attaquer** ».

---

(3) Tito à la Conférence de Belgrade des non-engagés le 3 septembre 1961, reprend à son compte l'allusion aux tendances « revanchardes » en Allemagne fédérale. C'est sans doute pour faire sa cour à Khrouchtchev, alors que ses publicistes mènent une campagne passionnée contre les staliniens chinois. C'est aussi pour flatter la germanophobie des Slaves. C'est encore parce que libre discussion d'un traité, élections libres, libertés fondamentales... ce sont là des formules qui ne conviennent guère au Maréchal, dont l'intransigeance... socialiste ne va pas jusqu'au mépris des crédits et du blé américains et... capitalistes !

(4) Cf. Journal de Genève du 4-8-61 et le Monde du 4-8-61.

Ce qui est impardonnable, c'est de chercher sinon à justifier, tout au moins à expliquer, par de telles opérations intellectuelles, les propos et les actes des dictateurs totalitaires. Les gens de Moscou et leurs vassaux ne disent pas : nous limitons la liberté des Allemands de l'Est pour protéger l'Etat de Pankov **— mais nous barricadons la porte de Brandebourg pour empêcher les « marchands d'esclaves » occidentaux de recruter des filles pour les bordels et des garçons pour la légion étrangère ».** Ils ne disent pas : nous faisons éclater une bombe nucléaire pour prouver notre puissance **— mais nous recommençons les expériences nucléaires pour assurer le désarmement atomique et même le désarmement général** (5).

L'explosion nucléaire sibérienne du 1er août 1961 confirme simplement notre thèse. Elle n'accentue pas plus la violence des actes qu'elle n'atténue le pacifisme des propos. C'est peut-être une expérience pour améliorer une technique qui ne serait pas aussi avancée qu'on le prétend. C'est peut-être un moyen de provoquer le tête-à-tête U.S.A.-U.R.S.S. C'est peut-être un geste terroriste destiné à impressionner autant les politiques allemands que les neutres ou neutralistes réunis à Belgrade ; comme l'écrit Raymond Aron, citant Machiavel : la crainte est plus efficace que l'amour (disons la popularité).

Mais « l'Humanité » du 1er août 1961 interprète l'événement comme une magnifique affirmation pacifiste. M. André Wurmser vous démontre même que c'est un salutaire avertissement : comme cela, on ne pourra plus dire « la guerre de demain n'aura pas lieu ». Et si elle est, elle sera atomique.

Au lendemain du pacte Hitler-Staline, le 29 août 1939, le stalinien vénal Jacques Sadoul écrivait à de Monzie en une lettre personnelle et confidentielle : **« Pour l'homme de la rue, tout se passe en un mot comme s'il y avait entre la signature du pacte germano-soviétique et la guerre qui vient la relation la plus directe de cause à effet. Et c'est le moment que « l'Humanité » et « Ce Soir » choisissent pour crier : la paix est sauvée, vive Staline, sans donner même de leur extraordinaire jubilation une explication sérieuse »** (6).

Le mépris des engagements pris dévalue singulièrement toute négociation avec des dictateurs. Mais Khrouchtchev — héritier de Staline — va beaucoup plus loin qu'Hitler. Il est ridicule de chercher sa pensée à travers ses paroles. Car celles-ci n'expriment ni sa pensée d'aujourd'hui ou de demain, ni son arrière-pensée. Elles n'ont pas d'autre but que de provoquer des mouvements d'opinion favorisant les opérations engagées à plus ou moins longue échéance. C'est ainsi qu'en entretenant la phobie de l'Allemagne post-hitlérienne, Khrouchtchev veut réveiller la méfiance réciproque de l'Occident et de l'Allemagne. Il a déjà obtenu un succès appréciable. Tandis qu'en France les lecteurs de la presse de gauche s'indignent à la pensée de mourir pour Berlin, des hommes politiques de Bonn et de Berlin-Ouest souhaitent maintenant des négociations avec l'U.R.S.S. C'est peut-être dans l'espoir de régler définitivement la question allemande. Ce qui est exactement à l'opposé de l'objectif khrouchtchevien.

Mourir pour Berlin ou survivre grâce à Berlin ?

Cependant de la comparaison entre 1938-1939 et 1961, nous pouvons tirer deux conclusions quant à l'attitude des militants ouvriers, des syndicalistes, socialistes, libertaires, révolutionnaires.

Par pacifisme, peut-être abusif ou aberrant, nous avions approuvé la politique de non-intervention en Espagne, alors que Franco détruisait la république espagnole, nous avons accepté Munich, au moins comme un sursis évitant le pire dans l'immédiat. Mais si notre ambition révolutionnaire et notre opposition antihitlérienne se soumettaient trop facilement aux impératifs d'un pacifisme presque désespéré, nous n'y renoncions pas délibérément et nous voulions encore, selon la formule de Lénine : céder de l'espace pour gagner du temps. Surtout nous demeurions fidèles à l'internationalisme, et nous pratiquions effectivement la solidarité internationale.

Le Syndicat National des Instituteurs — aile marchante de la fraction pacifiste au sein de la C.G.T. — utilisait son puissant appareil pour l'organisation d'une aide massive aux républicains révolutionnaires espagnols. Au lendemain de Munich, son secrétaire général André Delmas intervenait auprès du ministre des Affaires étrangères pour que la France accueille les proscrits antihitlériens des Sudètes.

Aujourd'hui, si un verbalisme archaïque et décevant encombre encore les organes dits révolutionnaires, on ne veut pas prendre nettement parti pour les rebelles au totalitarisme rouge. On ne veut pas se compromettre en reconnaissant pour ce qu'ils sont : c'est-à-dire des révolutionnaires plus ou moins conscients mais authentiques (7), les déserteurs de l'Est, ceux qui jusqu'au 17 août 1961 représentaient en fait la grande majorité des peuples colonisés par Moscou. Afin de ne pas apparaître comme des partisans de « l'impérialisme occidental », on ne parle pas ou on ne parle qu'avec discrétion — sinon avec une désinvolture ironique — de ceux qui sacrifient tout ce qu'ils possèdent pour conquérir la liberté, de ceux qui aujourd'hui encore tombent sous les balles des soudards khrouchtcheviens en tentant de traverser le barrage.

On touche à la grande politique... On fouille dans les archives diplomatiques pour chercher une solution au problème de Berlin. La situation des Allemands de l'Est soumis à une oppression de plus en plus lourde ne provoque que des jugements... « objectifs » et balancés. On ne veut pas reconnaître que Berlin libre, par sa seule existence, reste pour Khrouchtchev un défi, une offense et le seul péril qu'il puisse craindre. On laisse les valets khrouchtcheviens de Pankov dénoncer les activités subversives

---

(5) Dans la déclaration du gouvernement soviétique concluant à la reprise des expériences nucléaires (texte intégral dans **l'Humanité** du 1-9-61), on parle du contrôle du désarmement en ces termes : « **Personne ne nie que l'établissement d'un contrôle international de désarmement qui toucherait les intérêts vitaux des Etats — ceux de leur sécurité — est une affaire complexe et délicate.** »

Et M. Khrouchtchev reproche au Président Eisenhower d'avoir dit **qu'il s'agissait non d'un contrôle du désarmement, mais d'un contrôle sur les armements.**

Illustration de notre thèse sur la contradiction entre la terminologie et les réalités. Il s'agit bien de lancer comme un slogan publicitaire le mot d'ordre du désarmement. Une petite image pour bien nous faire comprendre. Un gangster vous menace avec un automatique. Pour neutraliser le public, il jette son automatique. Tout le monde peut contrôler son désarmement. Mais si vous vous avisez qu'il peut cacher un petit arsenal sous sa veste, vous touchez à ses intérêts vitaux et menacez sa sécurité...

(6) Cf. de Monzie : Ci-devant.

(7) Rendons hommage à nos camarades de la Vérité avec qui nous sommes rarement d'accord. En 1958, après l'ignoble assassinat de Imre Nagy et de Malleter, ils ont proclamé que les insurgés hongrois de 1956 étaient des communistes et des révolutionnaires... ajoutant — ce que nous approuvons totalement — **que le régime bureaucratique khrouchtchevien ne peut être reformé, qu'il doit être brisé, détruit de fond en comble par l'action des masses** (la Vérité, 19-6-1958).

à Berlin-Ouest, et l'on est tout disposé à consentir à une « neutralisation » (! ?) qui liquiderait les foyers de résistance, dans l'ombre du rideau de fer.

Alors que ce sont des « **entreprises subversives** » menées hors du territoire national par des émigrés qui se sont prolongées en France, en Allemagne, en Europe centrale, en Italie, et ont créé de nouvelles institutions après l'écroulement mussolinien et la capitulation hitlérienne.

Alors que depuis vingt-deux ans ce sont « **des entreprises subversives** » qui maintiennent, en France particulièrement, l'opposition irréductible à la tyrannie de Franco.

Banalités, dira-t-on. Nous sommes d'accord. Alors dites-le nettement, brutalement, pour qu'on l'entende ici, partout, chez les neutralistes et les « non-engagés »... pour que l'écho de vos déclarations traverse le rideau de fer.

Vous ne voulez pas mourir pour Berlin ? Nous le comprenons. Ici nous ne vendons pas de l'héroïsme à bon marché. Nous ne souhaitons pas la guerre pour libérer l'Espagne de Franco. Mais ne cherchons pas dans « les bons côtés » du franquisme — s'il en a ? — des alibis pour « habiller » notre prudence ou notre lâcheté.

Il est cependant dans cette déprimante revue de l'actualité, un motif de réconfort. En 1938, nous pouvions souffrir de l'adhésion volontaire au Troisième Reich d'antihitlériens habitant les territoires revendiqués par Hitler. L'esprit se soumettait au nationalisme.

Dans l'histoire allemande, Munich s'inscrit comme une victoire de la nation allemande. Cependant, au lendemain du coup de force du vassal khrouchtchevien, de jeunes Allemands ont demandé à Kennedy de ne pas renouveler le geste de Chamberlain en 1938. Et Willy Brandt, maire de Berlin-Ouest, leader socialiste, s'est élevé contre l'éventualité d'un nouveau Munich.

Willy Brandt, homme politique, peut nous décevoir et nous irriter. Mais cet Allemand qui endossa l'uniforme norvégien pour participer à la lutte contre le tyran de sa patrie — tel notre Armand Carrel qui, en 1821, s'engagea dans l'armée républicaine espagnole contre les troupes du roi de France — personnifie la soumission du nationalisme à l'esprit, à l'idée internationaliste.

On ne veut pas mourir pour Berlin. Mais Berlin tant qu'il peut tenir survit pour « que nous ressuscitions d'entre les morts ! ».

Roger **HAGNAUER.**

Des "Somnambules" au marché libre

Dirigisme, Socialisme et contrôle ouvrier

Il s'agit des « Somnanmbules » de Kœstler. On y apprend « comment les sciences humaines progressent par empirisme et tâtonnements et selon une des formules du livre lui-même « *c'est un remède pour ceux qui croient pieusement que le Progrès de la Science est gouverné par la logique* ». Je n'ai pas l'intention de rendre compte de ce livre. Les copains doivent être suffisamment curieux pour ne pas se contenter de résumés des livres-clés de notre époque, en particulier, quand ils concernent nos domaines de pensée, quand il s'agit des livres où l'on apprend à « *distinguer, à travers l'Histoire des conceptions de l'Univers, ceux qui raisonnent d'après les faits de ceux qui raisonnent d'après des idées seulement* ». On suit l'évolution des rapports entre l'astronomie, la géométrie, la pensée humaine, la technique et leurs interférences. Autrement dit, c'est une Histoire encyclopédique de la vie de la pensée et de la dialectique dans la pensée et ses applications. On y décèle comment certaines personnalités peuvent intervenir effectivement dans le cours de l'Histoire pour l'accélérer, le dévier, le freiner, voire le stopper. Une idée prestigieuse peut devenir une erreur sclérosée retransmise sans être remise en question avec l'auréole du respect manifesté au génie de son créateur. Elle peut alors freiner ou arrêter le progrès des connaissances et des techniques non pas pour quelques années, mais pour des millénaires.

A un point stratégique important de la recherche il peut suffire par contre de la formulation claire d'une conception, voire d'une hypothèse convaincante, pour ouvrir à nouveau la marche en avant de toute l'humanité.

Et point n'est besoin pour qu'un tel phénomène se déclenche d'une assimilation de cette conception nouvelle et d'une éducation « ex cathedra » des masses humaines dans ce but.

« *Trois siècles, quatre siècles plus tard encore, constate Kœstler, les doctrines de Marx et de Darwin, les découvertes d'Einstein et de Freud n'atteignent pas la majorité des gens dans leur texte original imprimé, mais par des relais de seconde ou troisième main, par écho, par ouï-dire. Les révolutions intellectuelles qui façonnent les grandes con-* cielles et à la pénurie de militants seront loyalement circonscrits et liquidés. Obscurément en même temps que les organisations soulèvent les problèmes de séparation des pouvoirs et de séparation des *ceptions d'une époque ne se transmettent pas dans les manuels ; elles se répandent comme des épidémies par contagion d'agents invisibles et d'innocents porteurs de germes.* »

C'est ainsi que se manifeste actuellement la prise de conscience de la nécessité d'une économie transitoire devant la menace fasciste et la manifeste incapacité du pouvoir personnel. Il ne s'agit là que de la manifestation française d'un phénomène mondial. Le problème pressenti est celui du sauvetage de la liberté humaine à base syndicaliste à la dictature technocratique et au capitalisme d'Etat.

Les invocations des somnambules de la recherche dont les voix s'élèvent dans le monde du travail aux organisations dispersées aboutiront-elles à cette cristallisation de la prise de conscience ouvrière qui serait effectivement à la fois la porte ouverte à un réveil de la volonté révolutionnaire et à la grande révolution intellectuelle de notre époque ? Au contraire leurs tâtonnantes recherches resteront-elles prisonnières des contradictions dont les concurrences et les dispersions des organisations spécifiques de travailleurs sont au moins partiellement les expressions concrètes ?

***

Une de ces contradictions paraît maintenant résolue. Trotskystes et socialistes révolutionnaires eux-mêmes ont admis le bien-fondé de la Charte d'Amiens. La nécessité de l'indépendance du syndicalisme même dans un Etat socialiste en construction ou dans la plus idéale des administrations libertaires semble reconnue. Le noyau de la R.P. aurait par exemple pu signer les formules du dernier congrès national du P.S.U. dans le paragraphe de sa motion d'orientation consacré à ce problème. Bien entendu cela n'empêche pas, ici et là, le P.S.U. de ruser encore avec ses propres principes et de faire parrainer publiquement ses propagandes spécifiques voire électoralistes par des dirigeants syndicalistes affichés comme tels. C'est particulièrement réussi quand il s'agit d'ardents propagandistes du non-cumul des mandats politiques et syndicaux.

On relève encore chez les libertaires et jusque parmi les membres du P.U.M.S.U.D. quelques cas d'identiques contradictions. Mais on peut espérer que ces cas locaux dus à des difficultés circonstan-

Louzon m'a prêté un livre dont les premiers chapîtres sont plus passionnants que n'importe quel roman de Science-fiction.

ERRATUM

Dans notre dernier numéro l'article de notre camarade Duperray a subi les effets d'un « mastic » malencontreux qui en a rendu à peu près incompréhensible toute la partie figurant à la page 4-172. Nous la rétablissons ci-après et prions nos lecteurs de coller ce feuillet aux lieu et place du début de l'article « Dirigisme, Socialisme et contrôle ouvrier ».

Par la même occasion, nous leur signalons qu'à la page suivante de ce même article, la 37e ligne est à supprimer purement et simplement.

En les priant, naturellement, de nous excuser...

Des "Somnambules" au marché libre

Dirigisme, Socialisme et contrôle ouvrier

Louzon m'a prêté un livre dont les premiers chapitres sont plus passionnants que n'importe quel roman de science-fiction.

Il s'agit des « Somnambules » de Kœstler. On y apprend « comment les sciences humaines progressent par empirisme et tâtonnements et selon une des formules du livre lui-même « *c'est un remède pour ceux qui croiront pieusement que le Progrès de la Science est gouverné par la logique* ». Je n'ai pas l'intention de rendre compte de ce livre. Les copains doivent être suffisamment curieux pour ne pas se contenter de résumés des livres-clés de notre époque, en particulier, quand ils concernent nos domaines de pensée, quand il s'agit des livres où l'on apprend à « *distinguer, à travers l'Histoire des conceptions de l'Univers, ceux qui raisonnent d'après les faits, de ceux qui raisonnent d'après des idées seulement* ». On suit l'évolution des rapports entre l'astronomie, la géométrie, la pensée humaine, la technique et leurs interférences. Autrement dit, c'est une Histoire encyclopédique de la vie de la pensée et de la dialectique dans la pensée et ses applications. On y décèle comment certaines personnalités peuvent intervenir effectivement dans le cours de l'Histoire pour l'accélérer, le dévier, le freiner, voire le stopper. Une idée prestigieuse peut devenir une erreur sclérosée retransmise sans être remise en question avec l'auréole du respect manifesté au génie de son créateur. Elle peut alors freiner ou arrêter le progrès des connaissances et des techniques non pas pour quelques années, mais pour des millénaires.

A un point stratégique important de la recherche il peut suffire par contre de la formulation claire d'une conception, voire d'une hypothèse convaincante, pour ouvrir à nouveau la marche en avant de toute l'humanité.

Et point n'est besoin pour qu'un tel phénomène se déclenche d'une assimilation de cette conception nouvelle et d'une éducation « ex cathedra » des masses humaines dans ce but.

« *Trois siècles, quatre siècles plus tard encore, constate Kœstler, les doctrines de Marx et de Darwin, les découvertes d'Einstein et de Freud n'atteignent pas la majorité des gens dans leur texte original imprimé, mais par des relais de seconde ou troisième main, par écho, par ouï-dire. Les révolutions intellectuelles qui façonnent les grandes conceptions d'une époque ne se transmettent pas dans les manuels ; elles se répandent comme des épidémies par contagion d'agents invisibles et d'innocents porteurs de germes.* »

C'est ainsi que se manifeste actuellement la prise de conscience de la nécessité d'une économie transitoire devant la menace fasciste et la manifeste incapacité du pouvoir personnel. Il ne s'agit là que de la manifestation française d'un phénomène mondial. Le problème pressenti est celui du sauvetage de la liberté humaine par l'opposition d'un socialisme démocratique ou libertaire, à base syndicaliste à la dictature technocratique et au capitalisme d'Etat.

Les invocations des somnambules de la recherche dont les voix s'élèvent dans le monde du travail aux organisations dispersées aboutiront-elles à cette cristallisation de la prise de conscience ouvrière qui serait effectivement à la fois la porte ouverte à un réveil de la volonté révolutionnaire et à la grande révolution intellectuelle de notre époque ? Au contraire leurs tâtonnantes recherches resteront-elles prisonnières des contradtcitions dont les concurrences et les dispersions des organisations spécifiques de travailleurs sont au moins partiellement les expressions concrètes ?

***

Une de ces contradictions paraît maintenant résolue. Trotskystes et socialistes révolutionnaires euxmêmes ont admis le bien-fondé de la Charte d'Amiens. La nécessité de l'indépendance du syndicalisme même dans un Etat socialiste en construction ou dans la plus idéale des administrations libertaires semble reconnue. Le noyau de la R.P. aurait par exemple pu signer les formules du dernier congrès national du P.S.U. dans le paragraphe de sa motion d'orientation consacré à ce problème. Bien entendu cela n'empêche pas, ici et là, le P.S.U. de ruser encore avec ses propres principes et de faire parrainer publiquement ses propagandes spécifiques voire électoralistes par des dirigeants syndicalistes affichés comme tels. C'est particulièrement réussi quand il s'agit d'ardents propagandistes du non-cumul des mandats politiques et syndicaux.

On relève encore chez les libertaires et jusque parmi les membres du P.U.M.S.U.D. quelques cas d'identiques contradictions. Mais on peut espérer que ces cas locaux dus à des difficultés circonstancielles et à la pénurie de militants seront loyalement circonscrits et liquidés. Obscurément en même temps que les organisations soulèvent les problèmes de séparation des pouvoirs et de séparation des

attributions elles s'orientent d'une manière au moins instinctive vers la répartition aux postes convenables et distinctement séparés des responsables et des spécialistes dont elles disposent suivant leurs vocations et leurs personnalités différentes. Loin de nuire aux collaborations dans la recherche et l'étude, ces clarifications facilitent au contraire les regroupements.

Les somnanmbules de la recherche scientifique dont Kœstler nous retrace l'Histoire n'aboutissent certes que très rarement aux résultats qu'ils recherchent. Encore faut-il pour qu'ils se mettent en marche vers un but qu'ils sachent quand même où ils veulent aller et qu'ils veuillent aller quelque part.

Toutes les organisations qui nous intéressent ici veulent avancer vers le socialisme. Mais rien n'est aussi difficile que de s'entendre entre organisations sur ce qu'on entend par « socialisme » ou d'entendre ce que chaque organisation pour son compte entend par là. Dans le maquis luxuriant des divergences qui se manifestent parmi ceux qui prennent la peine de se demander ce qu'est au juste ou ce que pourrait être le socialisme dont ils se réclament on peut, en gros, distinguer deux courants essentiels : ceux qui entendent par socialisme la fin de tout libéralisme économique et son remplacement par une économie distributive étatique basée sur un répertoire de statistiques préalables et ceux qui entendent par là au contraire une extension de l'économie libérale dont la planification technicienne démocratique à base syndicaliste extirperait les parasites.

Autrement dit il y a ceux qui pensent que la loi de l'offre et de la demande et le système du marché libre sont inéluctablement liés au capitalisme exploiteur et que ces libertés aboutissent à la néga-
~~qu'on peut entendre ou lire sur ces problèmes dans~~
tion de la liberté pour les classes exploitées. Il y a, d'autre part, ceux qui pensent, en marxistes libertaires conséquents, que toute liberté a une base économique: celle des échanges et que le socialisme doit libérer de l'emprise capitaliste l'offre et la demande et le marché.

On répugne beaucoup à l'étude de ce qui sépare ces deux tendances extrêmes. On a peur de remettre en question tout le fragile édifice des « programmes socialistes » généraux sur lesquels les organisations ouvrières pourraient éventuellement s'entendre. Il y a longtemps que dans les colonnes de la « Révolution Prolétarienne » elle-même on a cessé de soulever des problèmes qui amènent ce qu'on a appelé des « malaises ».

Pour sortir des voies de garage des controverses académiques il y aurait cependant une méthode valable : celle de l'étude en commun d'expériences réelles : Elles abondent à notre époque. Expériences fascistes, expérience suédoise, expérience russe, expérience chinoise, expérience de la révolution espagnole. Plus immédiatement et plus près de nous tout le monde s'accorde à peu près par exemple pour reconnaître l'intérêt de l'expérience yougoslave... et pour ne lui accorder qu'une très distraite attention.

En mai 61. Evard Kardelj, un des dirigeants yougoslaves qui, en photo, ressemble à Benoît Frachon, a développé au conseil fédéral de « l'alliance socialiste du peuple yougoslave » sa thèse officielle sur le rôle du marché libre dans la planification économique. A quelle réalisation pratique elle correspond exactement, je ne saurais le dire, mais elle me paraît juste... aussi juste que méconnue des syndicalistes, socialistes français, et libertaires français si j'en crois leurs exposés. On peut ainsi la résumer.

« Le contrôle des prix ne doit pas gêner la liberté du marché. Son but est au contraire de lever toute entrave artificielle à la libre formation des prix par le marché. La planification doit être une orientation et non une dictature des organismes d'Etat. Il faut libérer la loi de l'offre et de la demande et le contrôle des prix ne peut viser à autre chose qu'à réprimer les spéculations et la course aux gains illicites pour laisser les prix se déterminer sur les seules nécessités économiques naturelles du moment. Le plan d'orientation devient alors un régulateur de l'économie naturelle dont la liberté garantit la liberté sociale et non un volumineux programme général artificiel proposé en bloc à un vote formel d'acceptation pour fixer des normes rigides. Le prix politique imposé ne peut être qu'une mesure d'intervention épisodique portant sur des périodes limitées, des produits déterminés, dans des circonstances particulières, donc l'exception accidentelle à la règle et non la règle économique. »

Mais je ne crois même pas piquer la curiosité des planificateurs forcenés. Il est trop séduisant d'imaginer la société sous la forme d'une vaste entreprise unique travaillant avec ardeur à réaliser toute la production nécessaire à la satisfaction des besoins de tous consignés en termes clairs sur un énorme Bottin adopté par acclamations enthousiastes ou par référendum électoral.

On peut se demander si ce n'est pas cette image d'Epinal qui demeure sous-jacente à l'idée préconçue d'un planisme intégral et qui a finalement orienté les mouvements sociaux des décennies écoulées vers les structures totalitaires où ils ont abouti c'est-à-dire au très exact contrepied des buts qu'ils poursuivaient.

Jean DUPERRAY.

La table ronde ouvrière et paysanne de la Loire

C'est la question du marché libre maintenu dans le cadre d'une planification économique régulatrice qui est encore le lien entre l'article précédent et celui-là. Toutes les révolutions sociales se heurtent à l'obstacle des deux catégories de travailleurs coexistantes : Les ouvriers et les paysans. Le maintien du marché libre me paraît être la clé de l'alliance ouvrière et paysanne s'il est assorti de mesures régulatrices.

La tendance à une rénovation des rapports ouvriers et paysans qui s'est manifestée en France correspond aux prises de conscience que nous avons signalées au début de l'article précédent. Dans la Loire, après les ventes directes sur la voie publique et aux portes des usines et les barrages sur les routes, loin de faire écho aux franquistes de Jeune Nation et de l'O.A.S. les organisations paysannes ont répondu aux appels des organisations ouvrières quand elle ne les ont pas sollicitées. A la Chambre d'Agriculture, la Loire, orfèvre en matière d'organisations unitaires, a tenu une première « Table Ronde Ouvrière et Paysanne » le 4 juillet 1961, sous la présidence de COLLET (Syndicalisme agricole) et de DUCLOS (Jeunes agriculteurs). Quinze représentants de diverses sections agricoles de tout le département ont participé à un large débat avec GARDES (F.E.N. - S.N.I.), ROUSSILLON (U.D.-C.G.T.), VINCENT (U.G.F.F.), RECHATIN, HERITIER, SALOMON (U.D. - C.F.T.C.), PIOLET (U.D.-F.O.) et notre camarade Jean SOFFIETTO (U.D.-F.O. et membres du noyau de la R.P.).

En termes précis dans une motion commune, la conférence a conclu à la nécessaire solidarité des travailleurs de la ville et de ceux des champs. Elle a dressé une esquisse des revendications communes et entre autres celle d'une rémunération suffisante des heures de travail des uns et des autres. Et, dans le but de renouveler périodiquement les rencontres ouvrières et paysannes et d'œuvrer en commun pour les buts précisés en commun, elle a constitué un bureau permanent bipartite.

L'avenir nous dira la solidité de la formule et quelles méthodes d'action seront élaborées. Cette réunion, aux discussions passionnées et prolongées, conduites avec la volonté de ne noyer aucune question dans de simples formules lénifiantes, est un fait sans précédent dans notre département. — *J.D.*

ERRATUM

Quelques mots ont sauté dans la composition de l'article du camarade Baranton dans le numéro de juillet-août.

Au chapitre 3, concernant la « grève générale », la dernière phrase doit être rétablie comme suit : « l'arme ultime de la classe devient inutilisable puisque le syndicalisme ne semble pas vouloir assurer le remplacement du régime capitaliste. »

CHRONIQUE DE L'UNION DES SYNDICALISTES

Rentrée dans « l'année sociale »

Voici donc accompli le plus gros de la rentrée des vacances qui est aussi une rentrée économique et, par conséquent, syndicale. Cette grande conquête sociale des vacances payées — que la spontanéité ouvrière a mise en avant et arrachée de haute lutte, pour la première fois en France et en Europe, il y a juste vingt-cinq ans — cette victoire ouvrière a résisté à toutes les réactions ; elle s'est même étendue en surface et en durée. La revendication qui s'imposera sans doute bientôt, c'est le mois de vacances pour tous. C'est sous cette forme qu'on obtiendra probablement plus facilement la réduction du temps de travail global que sous la forme de la diminution de la journée de travail — autre clou sur lequel il ne faut pas s'arrêter de frapper. L'action ouvrière et, particulièrement, l'action syndicale peuvent justement se prévaloir de cette conquête. Le tableau n'est pourtant pas sans tache : il ne suffit pas de s'arrêter un moment de travailler — soupir de la créature exténuée — il faut aussi changer d'air, voir pendant quelque temps plus loin que le mur de la maison d'en face, trouver le soleil et le large. Posons donc cette question : combien y a-t-il encore d'ouvriers qui n'ont pu, cet été, faute de quoi payer le déplacement et le séjour, s'échapper de leurs conditions habituelles d'existence ? Je sais bien que dans les services publics et dans les grandes entreprises, des moyens sont offerts aux travailleurs pour qu'ils profitent vraiment de leurs vacances. Mais les autres ? On a toujours tort de considérer globalement une situation sans faire les différenciations qui s'imposent entre les catégories ouvrières, les industries, les régions. La solidarité ouvrière consiste aussi à ne laisser personne derrière soi et les syndicats doivent principalement s'occuper des moins favorisés parmi les travailleurs.

Mais, après cette rentrée, nous nous retrouvons dans une atmosphère lourde, sur le plan des affaires intérieures et, plus encore, sur celui des affaires extérieures. M. Michel Debré, premier ministre, vient aussi de faire sa rentrée à la radio nationale. Vous ne l'avez sans doute pas écouté. Et vous n'avez rien perdu. Je me suis astreint à l'entendre. Cet homme est évidemment peu doué pour la communication publique. Mais il ne parait pas que la pensée ait plus d'envergure que le style.

Il reprend d'abord, en les développant, les propos de son seigneur sur l'expansion industrielle, le bon état des finances publiques, la santé économique du pays. Il voit le plein emploi à l'état pur et aussi — ce juriste — le niveau de vie qui croît régulièrement. Il ne faudrait pas que la manie de la revendication vienne perturber ce mécanisme huilé. Aussi, comme tous ses prédécesseurs et, probablement, ses successeurs. « ce gouvernement sera ferme ». J'ai résumé, mais je n'ai pas trahi le discours sans chaleur du premier grand commis du prince.

Remarque générale : si, ni les ouvriers de l'industrie, ni les employés de commerce, ni les fonctionnaires, ni les travailleurs de la terre, ne se trouvent satisfaits dans cet Etat prospère que Debré leur décrit, il faut bien admettre que « l'intérêt général » tel qu'il le comprend souffre d'une mauvaise définition. Pourquoi n'a-t-il pas dit que les prix montaient ? Ce que chaque estivant reprenant le collier constate aussitôt. Pourquoi n'a-t-il pas dénoncé ces premiers signes d'inflation, recherché leurs causes et indiqué les moyens de les combattre ? Il est vrai que — comme ses prédécesseurs et, sans doute, ses successeurs — il répondrait aussitôt : la première chose est de ne pas augmenter les salaires « inconsidérément ». Je veux bien : inconsidérément. Mais si les salaires n'augmentent pas — surtout ceux qui ont besoin d'augmenter pour se rapprocher du niveau de vie moyen — comment les statisticiens de Debré s'y prendront-ils — alors que les prix ne marquent aucune tendance à la baisse, bien au contraire — pour lui faire suivre du doigt cette belle courbe croissante du niveau de vie dont il tire de l'orgueil « inconsidérément ». Debré a tort de voir les choses de haut et globalement . Ainsi: le plein emploi. S'il étudiait l'emploi, par régions et par industries, il verrait très vite que les choses ne vont pas aussi bien. La planification ne va pas sans bavures. Les technocrates nous diront que c'est inévitable. Mais nous sommes là, et les syndicats sont là pour dénoncer les bavures — du moins tant que les syndicats ne sont pas au seul service des planificateurs.

Voulez-vous des exemples ? Les forges de l'Adour se trouvent dans une région que l'on nous donne en exemple d'expansion économique. Le gaz de Lacq — si l'on passe sur le fait qu'il pollue une atmosphère naguère privilégiée — a fait de Bayonne et de sa région, un nouveau centre d'activité industrielle. Il n'empêche que les 1.700 ouvriers et employés des Forges de l'Adour vont être mis « sur le sable ». On les en a avertis : la production n'est plus « rentable » malgré les réductions de salaire auxquelles ils avaient consenti. On offre à quelques-uns de ces Méridionaux un emploi dans le groupe sidérurgique de Dunkerque, au point le plus septentrional du pays. Mon plan est fait, dira le technocrate, et il faut bien passer par quelques difficultés d'adaptation. Tans pis pour le métallurgiste de l'Adour. Il n'est pas le seul. Les Forges d'Hennebont, dans le Morbihan, elles aussi victimes des concentrations nécessaires, réduisent le travail à trente-deux heures par semaine. Il se trouvera bien un économiste pour démontrer à ces Bretons à tête dure que leur intérêt bien compris est d'aller travailler à l'autre bout du Marché Commun. Et il n'aura peut-être pas tort... sur le papier.

Tout cela pour établir que « l'agitation », comme dit Debré, aura de quoi s'entretenir au cours de cet automne. Quant à la « fermeté » que lui opposera le gouvernement, on sait qu'elle dépendra en premier lieu de la résistance et de l'action ouvrière qu'il trouvera en face de lui. Il n'y a plus aujourd'hui l'exutoire du Parlement.

***

Mais voyons comment réagissent les syndicats, je veux dire les trois grandes centrales syndicales accréditées. La C.G.T. dénonce « le pouvoir gaulliste qui profère des menaces contre la classe ouvrière et la paysannerie laborieuse alors que les profits capitalistes s'accumulent et que les ultras, les comploteurs et les plastiqueurs continuent à bénéficier de la plus large mansuétude gouvernementale. » Ne commentons pas. Cette « fermeté » est peut-être du même métal que celle de Debré. Elle est très sensible à la température « extérieure ». Force Ouvrière publie une résolution délibérément réformiste : « l'augmentation des prix, dit-elle, résulte d'une inadaptation des structures économiques du pays ainsi que des lourdes charges improductives et de prestige ». Et (ce qu'on ne peut qu'approuver) la confédération F.O. considère comme « indispensable la mise à l'étude des mesures

devant permettre un retour progressif à la durée légale du travail, c'est-à-dire quarante heures par semaine sans diminution de salaire ». La C.F.T.C., quant à elle, déclare que « ni le ton, ni le fond du discours du premier ministre ne sont de nature à convaincre les travailleurs de la progression constante de leur niveau de vie ». Mais elle ajoute que « dans les circonstances présentes, la justice sociale est un devoir national ». Curieux, ne trouvez-vous pas ? C'est déjà le style de l'union sacrée.

Dans le « Monde » du 1er septembre d'où je tire ces citations, la rédactrice des questions sociales fait entrer en ligne de compte les secteurs public et semi-public. « Les enseignants, écrit-elle, ont en effet donné la preuve, au printemps, que l'action vigoureuse permettait d'obtenir certaines satisfactions. Les agriculteurs ont depuis confirmé la démonstration ». C'est très bien vu, cela.

***

La Fédération de l'Enseignement et, particulièrement, le syndicat des instituteurs vont avoir encore à se mettre en vedette. Justement pour que les promesses du printemps donnent des fruits à l'automne. La plus grande vigilance est de règle. En outre, la rentrée scolaire va quelque peu bousculer le décor, le clinquant et les nuages artificiels derrière lesquels s'abritent les augures de l'Education Nationale. Au pied du mur, on voit le maçon. A l'ouverture des écoles, des lycées et des facultés, on jugera le ministre. C'est un vrai laïque, paraît-il ; un « socialiste » même, quand on ne le retient pas. Eh bien ! il va avoir l'occasion de révéler sa « tendance » (les premiers signes ne sont pas fameux), et aussi son courage.

Puisque j'en suis venu à parler encore une fois des instituteurs — mais c'est un fait qu'ils ont toujours tenu de la place dans le mouvement syndical français — je n'ai sans doute pas besoin de rappeler la position que j'ai prise, en mon nom personnel, mais la conscience en repos, par rapport à Forestier et à l'action du Syndicat National des Instituteurs. Je les ai approuvés. Vous lirez dans ce numéro un point de vue différent. Le camarade Dury, de la Mayenne, qui l'exprime, manifestait des doutes sur sa publication dans cette revue. Il nous connait mal. Vous le lirez donc avec attention. Comme je l'ai fait moi-même. Ma position n'en est pas changée. Il est à ma gauche... pour le moment. Mais nous bougeons, l'un et l'autre. Ça m'étonnerait fort que nos pistes ne se croisent pas.

Bizerte, Berlin

Du côté de l'Algérie, rien de nouveau, sinon la sauvagerie dont fait preuve la jeune couche européenne. César avait pourtant dit que cette année serait la dernière de la guerre d'Algérie. Et chacun le pensait. Or, les trois quarts de l'année seront bientôt écoulés et les négociations paraissent au point mort. La seconde guerre d'Algérie commence sans que la première ait pris fin.

L'affaire de Bizerte n'a pas arrangé les choses. Il faut avouer qu'elle était inattendue. On retrouverait certainement ici, chez de Gaulle, cette propension à la ruse qui est le fond de sa politique, cette tactique du « donner et retenir », les promesses que l'on fait en reculant toujours l'heure de les tenir, le « petit jeu » bien connu. Mais l'attitude de Bourguiba prête aussi à s'interroger. Une chose est claire cependant et emporte tout : l'armée française n'a rien à faire à Bizerte. Le gouvernement français est coupable de l'y avoir maintenue et de la maintenir encore. L'assemblée générale de l'O.N.U. n'a fait que le reconnaître unanimement.

La coterie qui dirige actuellement la politique française affecte de se moquer de l'O.N.U. Elle n'a pour M. H. que sarcasmes et mépris et elle chauffe le chauvinisme à la fois contre les ennemis potentiels et les alliés infidèles. Contre tout le monde, en somme. Ce qui pourrait rendre M. H. sympathique, c'est le fait qu'il réunit contre lui pour l'insulter et le combattre, les deux équipes dirigeantes de France et de Russie. Que prétend ce défenseur obstiné d'un droit qu'on voudrait opposer aux « grands » à qui il suffit bien d'avoir la force ? Attitude odieuse chez les deux adversaires d'un droit international si difficile à établir, mais, de plus, attitude ridicule chez celui des deux qui a plus de prétention que de force réelle.

L'autre fait étalage de sa force à Berlin et la mauvaise foi accompagne évidemment le bruit des bottes et les échos des explosions nucléaires préparatoires. Ecoutez bien M. K. : « le rapport des forces » est changé, dit-il, à ses adversaires, ex-partenaires, depuis que nous nous sommes arrangés avec vous sur une certaine ligne de partage. Et il a raison. Alors, puisque le « rapport des forces » est changé à mon avantage, il est « juste », il est « légitime » que vous reculiez. Et il choisit évidemment « le maillon le plus faible », le point du front de la guerre froide qui est encore ouvert — et comment — vers l'ouest, là où se trouve l'abcès de Berlin.

Il n'est pas du tout impossible que Krouchtchev pense ce qu'il dit et qu'il voie la raison de son côté. C'est terrible quand une idéologie aussi simple est mise au service de la puissance. Dans une main, une bombe de je ne sais plus combien de mégatonnes ; dans l'autre, l'axiome du stratège prussien Clausewitz auquel les Russes se réfèrent : « La guerre est la continuation de la politique, sous une autre forme ». Dans cette formule, les deux mots : guerre et politique, étant interchangeables.

On dira que la situation créée, il y a quinze ans, par les vainqueurs de l'Allemagne est une situation absurde. C'est vrai qu'elle est absurde, mais dans cette absurdité les maîtres de la Russie ont leur part, leur large part. Une absurdité qui a duré si longtemps a fini par s'installer, à devenir normale et à créer son droit. Il n'est pas dit que la suppression brutale, unilatérale de cette absurdité, en s'appuyant sur un « rapport de forces » présumé favorable, n'aboutisse pas à une situation plus intolérable et n'accroisse pas effectivement le danger de guerre. Danger de guerre qui n'existe pas réellement à Berlin, si ce n'est par ceux qui veulent fermer la seule porte entr'ouverte sur la ligne d'affrontement des deux blocs. Si le mouvement de population qu'elle permet, dans les deux sens, n'était pas aussi nettement déficitaire pour les gouvernants de l'Est, croyez-vous que Krouchtchev aurait parlé « d'arête dans la gorge », selon l'expression qu'il a employée au cours de son entretien de Vienne avec Kennedy, et qu'il jugerait tellement intolérable l'absurdité de l'enclave berlinoise ?

Dans le débat de l'O.N.U. sur l'affaire tunisienne, le porte-parole de l'U.R.S.S. a été amené à dire : « L'Allemagne de l'Est est le plus bel exemple d'autodétermination ! ». Il ne croyait pas si bien dire. S'il est vrai, selon l'expression de Lénine, qu'on peut « voter avec ses pieds », il ne fait pas de doute que nous nous trouvons à Berlin en présence d'une manifestation permanente d'autodétermination.

***

Mais, dans cette situation où les « grands » nous ont mis, devant ces multiples causes de conflit que traînent derrière elles les guerres du XXe siècle, quelle peut être notre position, je veux dire celle des syndicalistes ouvriers qui recherchent toujours, dans ce chaos, le fil conducteur

de l'intérêt, aussi bien compris que possible, des travailleurs et des peuples ?

Nous devons pousser aux négociations. Négociations partout, à Alger, à Bizerte, à La Havane, à Berlin, et ailleurs. Rien ne fera que nous puissions nous évader d'une situation mondiale qui est pour nous une donnée, je veux dire une situation que nous n'avons pas de moyens de modifier immédiatement, de manière qu'elle soit moins absurde, moins folle, moins dangereuse. Les forces éparses qui se déclarent elles-mêmes déliées de toute allégeance avec les gouvernements, quels qu'ils soient, ne peuvent que pousser dans le sens qui leur semble le moins mauvais. Les bêtises, les exactions, les injustices de la guerre froide valent mieux que l'insoutenable catastrophe de la guerre chaude.

On me parlera de Munich, de la fermeté nécessaire, des concessions qui ne font que donner aux tyrans plus de prétentions et d'arrogance. Plusieurs d'entre nous, ici, au « noyau », furent « munichois », il y a vingt-trois ans (comme le temps passe !). Je pense qu'ils n'ont pas à se renier et que, même aujourd'hui, ils peuvent encore se justifier. On entendit alors, dans le monde entier, le soupir de soulagement des peuples. Même si Krouchtchev et sa bande devaient effectivement marquer des points à la suite d'une négociation sur l'Allemagne — et je crois qu'ils en marqueront —, il faut être pour la négociation. Non pour la soumission ; pour la négociation. Ceux qui se prononcent contre, ce sont ceux qui croient au fond que l'avenir est à Krouchtchev et à sa bande. Nous sommes ici, et nous luttons, parce que nous ne croyons pas que l'avenir soit à eux. Si Krouchtchev lui-même en était aussi convaincu qu'il le proclame, Berlin ne vaudrait même pas un grognement de sa part. Je ne dis pas que la guerre « insoutenable » n'aura pas lieu. Je dis qu'il n'est pas sûr qu'elle ait lieu.

Au surplus, nous ne sommes pas seulement armés de ce mot d'ordre : négociation, en laissant aux « grands », aux négociateurs le soin de passer un nouvel accord de coquins — encore que c'est ce qu'ils feront très probablement. Nous sommes armés aussi du grand principe que les bolcheviks inscrirent sur leurs drapeaux en 1917 et qui leur fut un des leviers avec lesquels ils « ébranlèrent le monde » : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Il faut s'en tenir fermement à ce principe à Berlin, comme à Bizerte et à Alger, partout où s'allument des foyers d'incendie.

Négociation, droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ce sont les seules armes des syndicalistes, leurs seuls moyens d'action sur une situation explosive. Ces armes sont peut-être dérisoires. Nous n'en avons pas d'autres, et elles ne sont pas négligeables puisque les maîtres eux-mêmes ne manquent pas de s'en servir à leur façon.. C'est une raison de plus pour ne pas les leur laisser.

***

Les paragraphes ci-dessus étaient rédigés quand César a tenu sa conférence de presse. Je ne crois pas que ce qu'il a dit soit de nature à les modifier.

Sur Bizerte, il a été faible. Son argumentation se résume à ceci : je ne peux pas (la France ne peut pas), dans la situation actuelle du monde, quitter Bizerte. Et M. Bourguiba avait paru, jusqu'ici, « s'en accommoder ». Je veux bien discuter avec lui des meilleures conditions, non de mon départ, mais de mon maintien.

Pour Berlin, César s'étonne (ou fait semblant de s'étonner) que la situation soit devenue « tout-à-coup intolérable » à l'U.R.S.S. qui l'a supportée si longtemps après l'avoir elle-même établie. Il voit là un « dérivatif » à d'inquiétantes contradictions internes. Faudrait-il céder, dit-il, parce que le camp totalitaire se prétend le plus fort ? « Or, justement, ce n'est pas vrai ! ». César, tout comme son homologue de l'autre côté du rideau, parle donc de « rapport des forces ». Il ajoute : « A un certain point de menace... la France sait d'instinct et d'expérience qu'il ne faut pas reculer ». Mais chaque « deuxième classe » de toutes les patries sait, d'instinct et d'expérience, que rien de bon ne résulte jamais de ce jeu de matamores. Pourquoi les organisations syndicales françaises, s'il y en a de non inféodées, ne saisiraient-elles pas l'occasion de tenir un autre langage aux peuples de l'autre camp (qui se trouvent placés dans l'autre camp) ? Le langage de la solidarité et de la fraternité. Un langage qui a bouleversé bien des rapports de forces...

En Algérie, César « fout le camp ». Il faut trouver, dit-il, la voie du « dégagement ». Pour cela, la coopération est souhaitable, mais non nécessaire. Seulement, comment découvrir les voies et moyens de ce dégagement unilatéral ? « La situation actuelle ne peut pas durer toujours » se contente de dire César, tout comme un brave homme. Il est terrible que nous en soyons encore à soupirer : comment nous en sortira-t-il ? En tout cas, il n'a pas bien répondu à la question que lui avait posée cette journaliste (étrangère, sans doute, si j'en juge par son accent) : Comment comptez-vous en sortir **en 1961** ? L'intelligence vient toujours trop tard aux généraux...

Un calendrier de l'Union

Dans sa dernière assemblée générale pour la région de Paris, l'Union des Syndicalistes a pris des décisions qui — il faut l'espérer — n'iront pas grossir encore la foule des bonnes intentions. L'assemblée a estimé qu'il était indispensable que les militants se réunissent au moins une fois par mois, à une date fixe. Pour le moment, nous avons retenu le deuxième samedi de chaque mois, à 15 heures et jusqu'à 18 heures. Pour une réunion régulière, il faut une salle dont nous disposions, dont l'usage ne dépende pas des possibilités et du propre calendrier d'une autre organisation. Or, nous n'en avons qu'une : celle du local de la R.P., rue de Tracy. Elle est un peu exiguë, j'en conviens. Mais, avec quelques sièges supplémentaires, et en nous serrant les coudes, nous tiendrons. J'ajoute que nous essayons encore de disposer d'une salle plus confortable. En attendant, à partir d'octobre, le deuxième samedi est réservé à l'Union des Syndicalistes. Le premier samedi est celui du Comité de rédaction de la R.P. Cette réunion est ouverte, comme la précédente, aux amis, abonnés et lecteurs qui estiment avoir quelque chose à y faire.

Cette rencontre régulière n'exclut pas les réunions extraordinaires où les camarades sont convoqués individuellement. Elle ne fait pas double emploi avec les assemblées d'information et de discussion comme celle que nous avions organisée en février dernier, avec plein succès, sur « la grève générale en Belgique ». Pour de telles réunions, il nous faut, premièrement un sujet d'actualité et d'intérêt syndicaliste. Nous n'en manquons pas. Deuxièmement, il nous faut des acteurs ou des témoins de l'événement que nous étudions, des camarades qui nous apportent des informations que nous ne pouvons pas avoir, en général, par la simple lecture des imprimés. Le droit à la discussion restant, bien entendu, ouvert à tous. Nous formons le projet de vous annoncer une réunion de cette catégorie dans le numéro d'octobre de la « R.P. ».

Raymond GUILLORE.

AUTRE SON DE CLOCHE SUR LE CONGRÈS DU SYNDICAT NATIONAL DES INSTITUTEURS

Quel ne fut pas l'étonnement pour un militant de « l'Ecole Emancipée », tendance révolutionnaire du S.N.I., de lire l'article de Guilloré se rapportant à une fraction du congrès de ce syndicat : la discussion du rapport moral, c'est-à-dire non seulement du rapport d'activité, mais aussi de l'esprit dans lequel les activités furent conduites pendant l'année écoulée... Il me faut tout d'abord m'attaquer à la conclusion polémiste de cet article, puisque aussi bien elle semble réfuter par avance tous les arguments dont nous pourrions nous servir pour nous défendre. Je ne sais, camarade, si « *les professeurs de révolution ne vont pas te manquer, si tu n'en as pas besoin pour savoir ce que tu dois faire aujourd'hui et si tu dois voter cent fois le rapport moral réformiste* ». Pour ma part, je n'ai voté contre qu'une seule bonne fois, démocratiquement. Je n'ai pas, d'autre part, l'intention de te donner un cours de révolution (il y a beaucoup trop de professeurs et trop peu d'acteurs, là aussi), mais j'aimerais bien quand même que l'on sache dans cette revue révolutionnaire, pourquoi l'Ecole Emancipée a voté contre un rapport moral réformiste... Guilloré jugeant sur la paille des mots prononcés au congrès ne semble pas connaître les multiples raisons qui nous paraissaient valables pour justifier notre décision. La lecture de notre presse syndicale, et de « l'Ecole Emancipée » en particulier, le lui aurait appris. Je vais donc être obligé de lui préciser quelques-uns de nos motifs.

Il est vrai également que l'antistalinisme manifesté dans le verbe par Forestier l'a peut-être conquis ? Mais ne pourrais-je mieux suggérer à Guilloré que l'antistalinisme se pratique par des positions, des actes véritablement révolutionnaires et prend là toute sa valeur, et non pas par la position (apparemment) systématiquement contre du S.N.I., ne proposant aucune perspective exaltante, réformatrice, voire conservatrice (cf. l'attitude à propos des peuples colonisés, l'Algérie...). Quelle prise peut-on alors avoir sur les jeunes épris de progrès, dans de telles conditions ? Et comment ne seraient-ils pas attirés par le verbiage stalinien qui a pour lui le bénéfice incalculable de l'expérience russe ? (Il n'est pas question ici de porter sur elle un jugement de valeur.)

Quant à l'attaque portée à Duthel, je le crois mieux armé que moi et assez grand pour y répondre seul, et je ne pourrai faire mieux ici que de reprendre de larges extraits de son intervention sur le rapport moral, dans « l'Ecole Emancipée » du 19-5-61.

Je n'ai aucune propension particulière à démolir systématiquement mon organisation, mais j'entends que les critiques, les réserves formulées aboutissent à lui donner une plus grande efficacité.

1. LA DEMOCRATIE DANS LE S.N.I.

D'après Guilloré, « *ce congrès annuel est encore une des expressions réelles de la démocratie française* ».

Voyons. Il y avait environ 450 délégués présents, et une bonne cinquantaine d'entre eux intervinrent en toute liberté, contradictoirement, dans le débat en se réclamant de l'une des trois tendances de l'organisation : C.G.T., Réformistes, Ecole Emancipée. On constatera également que des tendances organisées cohabitent dans cette organisation. Bien. Voilà pour le positif, mais que recouvre ce congrès ?

215.000 adhérents qui ont reçu l'organe central « l'Ecole Libératrice » toutes les semaines. Des assemblées générales (quelquefois des assemblées de sous-sections ou cantonales) dans chaque département, discutant des mêmes questions que le congrès et le préparant... Ouais ! mais dans l'organe national, pas de tribune libre, si bien que chaque tendance, cloisonnée, est obligée pour s'exprimer d'éditer une revue... Y a-t-il démocratie là où à longueur d'année ne s'exprime que le point de vue d'un seul courant de pensée ? Mais les assemblées générales ne groupent que 100 à 200 présents en moyenne, ce qui fait que le vote au congrès représente l'opinion de 10.000 à 20.000 syndiqués qui ont bien voulu participer à la vie de l'organisation... On avouera qu'une organisation s'exprimant démocratiquement par 10 % de ses adhérents !... Mais c'était gênant, et les majoritaires ont voulu généraliser le vote par correspondance dans chaque section ! avec discussion en assemblée générale, quelquefois après le vote. Bel exemple de démocratie ! Ainsi, pour citer un cas précis non isolé, hélas ! dans les Deux-Sèvres, il y a vote par correspondance avec un fort pourcentage d'abstentions, et après le vote, fin juin 1961, un dimanche où beaucoup d'instituteurs sont occupés par l'organisation d'une de ces multiples fêtes de fin d'année à travers le département, le secrétaire de section décide que se tiendra l'assemblée générale ! On devine l'affluence et l'âpreté des discussions sur des questions à propos desquelles le vote est déjà acquis... Et il y avait eu deux bulletins intérieurs de la section pendant l'année !

Mais le secrétaire permanent du S.N.I., Forestier pour le moment, déchargé de classe, est élu pour deux ans à chaque renouvellement du bureau national et peut occuper ce poste pendant un nombre indéterminé de mandats (voilà plus de dix ans qu'il est secrétaire général !)... Il ne peut pas y avoir de sclérose, de routine dans la direction de l'appareil, non, bien sûr ! Tout au plus de petites habitudes !

Mais les motions qui sont votées par sa fidèle majorité (motion corporative, laïque, algérienne, etc.) ce sont les bureaucratiques permanents de l'organisation qui les conçoivent et les proposent hypocritement à une approbation sur laquelle aucun doute ne peut être permis... après une discussion démocratique en congrès.

Voilà pour ta gouverne, mon cher Guilloré, ce qu'est réellement « l'une des expressions réelles de la démocratie française »... Encore une chose en « ...cratie ». Ça ne valait-il pas un non au rapport moral ?

2. LE CORPORATISME

Tu dis : « *Le S.N.I. n'est pas — il n'a jamais été — une association professionnelle et corporative.* » Il est vrai, il est juste de reconnaître que dans ses débats il se penche sur d'autres problèmes que ceux propres aux enseignants. Mais je laisse la parole à Duthel, « *la « victoire » que nous venons de remporter* », afin qu'il fasse le point au sujet de revendications qui ne seraient pas essentiellement corporatistes :

« *La « victoire » que nous venons de remporter sur le plan corporatif risque fort d'être de celles où s'illustra Pyrrhus ! Oui, nous savons que bientôt chacun percevra un « rappel » assez substantiel et que le nouveau système d'avancement améliore sensiblement le déroulement de la carrière. Mais nous savons aussi que le 9 avril dernier le mouvement revendicatif des enseignants était dans l'impasse. Ou c'était l'acceptation des propositions gouvernementales ou c'était l'épreuve de force. L'épreuve de force des seuls enseignants contre le Pouvoir fort ! Des seuls enseignants divisés « in extremis » par la tactique gouvernementale, irrémédiablement coupés du reste de la Fonction publique et privés du soutien de l'opinion ! On a compris que le risque était gros ; contraint et forcé, on s'est résigné à accepter ce qui était offert. On a versé une larme sur les retraités sacrifiés et pris, bien sûr, l'engagement d'œuvrer pour réparer les injustices.*

Et présentement on chante victoire : l'enseignement est reclassé, insuffisamment peut-être, mais il l'est. Par la même occasion, il est démobilisé. Il est invité à s'intégrer dans la lutte de la Fonction publique, mais chacun sent qu'il va y aller dans l'enthousiasme !

« *Aussi la lutte de la Fonction publique s'engage-t-elle maintenant sous les meilleurs auspices. Le « pouvoir fort » n'a pas oublié le combat des Horaces ! Afin de tailler en pièces plus commodément le reste des troupes, il a su consentir un cadeau à celui qui s'était risqué à faire cavalier seul.*

« *Mais le cadeau est peut-être empoisonné. Le syndicalisme enseignant apprendra peut-être demain, à ses dépens, ce qu'il en coûte, sous le régime actuel, de se battre sur une plate-forme qui accentue les effets de la hiérarchie et exacerbe les intérêts ds catégories ; ce qu'il en coûte, finalement, d'aider objectivement le Pouvoir contre ce qui subsiste d'esprit de solidarité dans le corps des travailleurs de l'Etat.* »

Et je dois ajouter pour justification de ces propos que de cette lutte des enseignants seuls, en plus des retraités, nous n'avons rien obtenu pour les 50.000 instituteurs non titulaires ! Une paille ! Que la différence entre le salaire du débutant et celui du retraitable a augmenté, que l'on a créé un nouveau tableau d'avancement pour les instituteurs enseignants dans les collèges d'enseignement général, que parce que l'on avait obtenu l'année précédente un peu quelque chose pour les instituteurs débutants, il a fallu au cours de cette action leur demander *0 franc d'augmentation* et *plus de 15.000 francs* pour les instituteurs au dernier échelon !

Que déjà des crocs-en-jambe nous parvenaient à l'intérieur de la Fédération de l'Education nationale même, du Syndicat national de l'enseignement supérieur et du Syndicat national de l'enseignement technique qui remettaient en cause la plate-forme revendicative *(d'où risque de défaite totale).*

Que les *actions générales* menées par la fonction publique gênaient *notre action particulariste* (et vice-versa).

Voilà l'œuvre des réformistes !

« La progression en ver de terre » (expression d'un ami) : on tire d'abord sur la tête, puis un peu sur la queue !

« Le combat des Horaces » pour reprendre l'expression de Duthel... Alors, il n'y a pas de corporatisme là-dedans ? Alors, il n'y a pas division, à l'intérieur du syndicat même ? de la fédération ensuite ? De l'ensemble de la fonction publique pour finir.

Nous disons que c'est très grave, car ainsi, peu à peu on en arrive à la situation actuelle des P. et T. avec ses multiples sortes de contrôleurs, directeurs, d'inspecteurs et j'en passe, accompagnés bien entendu de leurs syndicats particuliers. Quels ferments de divisions nouvelles !

Je dis que cette seule question corporative justifiait notre vote *non* au rapport moral.

Et je pense que j'ai raison de dire « non » en révolutionnaire prolétarien conscient, à ceux qui veulent encore donner à celui qui gagne 100.000 fr. et qui « laissent tomber » celui qui ne gagne que 25.000 fr., « non » à ceux qui favorisent ainsi la division de la classe ouvrière, collaborant ouvertement de cette façon avec l'ennemi en reculant l'émancipation véritable des travailleurs, car nous pensons que dans une grande famille, lorsqu'on a gagné une gâteau, la part de chacun doit être égale. égales.

Et nous avons raison, Guilloré !

3. ACTION LAIQUE REFORME DE L'ENSEIGNEMENT

« *Jean Cornec est l'éloquent représentant de la Fédération des parents d'élèves de l'école publique* », dis-tu... Oui, éloquent et respectueux de la loi ! Ne vint-il pas dire qu'il fallait respecter l'ordre, ne pas le troubler ? Aucun réformiste ne rectifia, bien sûr ! Et quel ordre ? Sinon l'ordre bourgeois et gaulliste ! C'est sans doute ainsi qu'on arrivera à la nationalisation de l'enseignement ! A part ça, nous sommes des utopistes !

Et Forestier peut déclarer :

« *Si l'action n'a pas été spectaculaire...* (en 61) (c'est qu'elle s'est portée) *sur le plan des collectivités locales et départementales...* »

Oui, mais les contrats sont quand même signés, mais pendant une année, l'année suivant la manifestation de Vincennes, l'idée de nationalisation a été mise sous le boisseau, malgré les efforts de notre camarade Samson au congrès de Strasbourg, l'an dernier, au milieu d'une mascarade héroïcomique montée par Durand. Cette idée jugée alors utopique est reprise cette année... Qui nous dira les méandres curieux de la pensée réformiste ?

Oui, mais il y a eu l'affaire des C.A.P. aux maîtres de l'enseignement privé où nos bureaucratiques permanents avaient décidé de nous envoyer participer... Heureusement qu'il y eut « la conduite de Rennes », où Forestier et Durand seuls de leur avis, durent repartir l'oreille basse, pour remettre la question à l'ordre du jour du conseil national de Dijon ! Démocratiquement ! Ils y étaient bien obligés, devant les menaces d'indiscipline qui se précisaient.

Quant à la réforme de l'enseignement, on pourra remarquer que la critique en est assez large dans le rapport moral de Forestier.

Mais pourquoi faut-il, là aussi, que les réformistes aient toujours refusé de la condamner, la cautionnant même en acceptant d'en discuter les modalités d'application! Là aussi, l'Ecole Emancipée s'était prononcée sur cette prétendue réforme qu'on veut amender et qui est inamendable, parce qu'elle est une étape (mais étape importante, décisive) de la mise en condition de l'Université française : nouvelle école, mais sans argent, sans maître et qui ne vise qu'à former les cadres technocratiques dont a besoin le néo-capitalisme, au détriment de la culture générale de la masse... Il y aura sous-instruction du prolétariat.

Mais laissons parler Duthel sur ces deux problèmes, réforme de l'enseignement et action laïque en 60-61 :

« *Cette réforme, dans son essence, est la négation même de la démocratisation de l'enseignement ! Elle préfigure dans son schéma la structure de la société française telle que la rêvent les technocrates des monopoles. Elle s'y adapte. Et le municipaux! Mais fallait-il se cantonner dans cette aventure ! Et le rapport moral de cette année rend compte d'une somme incontestable d'efforts consacrés soit à moudre du vent, soit à drainer de l'eau au moulin du gaullisme : car peut-on apprécier autrement cette collaboration que notre organisation offre, sous couvert de pédagogie, à la mise en place de la prétendue réforme démocratique de l'Enseignement (un des aspects de la « mise en condition » de l'école française !) ?*

« *Et pourtant quelle belle campagne de démystification le S.N.I. pourrait mener auprès des parents d'élèves et de l'opinion publique, en dénonçant le plan gaulliste et en lui opposant, par exemple, le plan Langevin-Wallon !*

« *Le plan Langevin-Wallon, bien sûr, mais aussi le projet de nationalisation de l'enseignement ! Un projet dont on ne parle plus guère (parce que peu « réaliste », puisque irréalisable en régime gaulliste !). Et pourtant plan Langevin-Wallon et nationalisation de l'enseignement contre réforme Berthoin et loi Debré, n'aurions-nous pas là un thème offensif à développer sur la lancée de la pétition et des grands rassemblements laïques de 1960 ? Mais le réformisme ne se meut pas à son aise dans l'agitation de masses, il préfère par nature la tactique défensive, au niveau de l'antichambre ou de la salle de réunions. D'où le « new-look » 1960-61 en matière de défense laïque : évidemment que la brochure du C.N.A.L. était nécessaire, et aussi la « municipalisation de la querelle scolaire » et la résistance au niveau des conseils municipaux ! Mais fallait-il se cantonner dans cette manœuvre de retardement qui nous a si bien réussi avec la loi Barangé ? Et jusqu'où se disposait-on à aller si le coup de semonce des sections de l'Ouest n'avait pas fait un sort à ce monstrueux*

« pas de clerc » que fut la décision du Conseil national de Noël !

« Non certes, nous ne nous installons pas encore dans la loi Debré. Nous ne nous sommes d'ailleurs jamais installés dans la loi Barangé... »

Alors, camarade Guilloré, à cause de cela aussi, nous devions cent fois voter le rapport moral présenté par la majorité réformiste, n'est-ce pas ? Et nous devions apporter ainsi notre contribution, par non-dénonciation de l'Université en danger, à ce « sabotage voulu et organisé du service public de l'enseignement. » (Je suis entièrement d'accord avec Desachy.)

4. ALGERIE

Quelle est donc sur ce problème majeur de l'heure la position réformiste ? *Une Algérie indépendante s'associant librement à la France. Garantie aux minorités.* Ouais ! Mais est-ce que ce n'est pas là, précisément, malheureusement, la solution gaulliste qui vise à défendre les intérêts du capital français en Algérie? Mais le réformisme, « réaliste et constructif » n'en guérira jamais, puisqu'il n'a point su trouver autre chose qu'essayer d'amender ce qui était promu par le gouvernement d'alors. Voyons :

1) Avant 1956, « il n'y avait pas d'interlocuteurs valables ».

2) Après 1956 et dans les trois années qui suivirent, « on ne négocie pas avec des tueurs »... Qu'on établisse « une table ronde » entre toutes les composantes de la population algérienne...

3) Après 1959, « autodétermination » avec, au congrès de Strasbourg, précisées quelles devraient être les étapes, les composantes de cette autodétermination...

4) En 1961, la solution que j'ai mentionnée au début du paragraphe.

Pendant tout ce temps, l'Ecole Emancipée avec ses faibles moyens (8 % des mandats en 1961) n'a cessé de crier : « Indépendance de l'Algérie ! ».

Qui ne verrait (il serait bien aveugle !) que dans la position réformiste (réaliste !) on s'est rapproché peu à peu de la position de l'Ecole Emancipée (utopiste) ?

Mais, entre les deux, en 1958, un putsch militaire réduisant le peu de démocratie qui restait et amenait au pouvoir qui vous savez, agissant comme vous savez...

Si l'on veut bien remarquer que c'est par les guerres coloniales soutenues par la France et la guerre d'Algérie en dernier ressort, que ces événements ont pu avoir lieu.

Qu'au nom de l'internationalisme prolétarien de la Charte d'Amiens, un seul mot d'ordre s'imposait : « Indépendance de l'Algérie », avec actions effectives pour aider nos camarades algériens en lutte contre notre oppresseur commun, le capitalisme.

Comment peut-on juger l'action de nos camarades réformistes (et tous les appareils ouvriers) qui ont trahi la classe ouvrière en la dévoyant et provoquant sa démobilisation..

Et c'est précisément là que nos camarades de Guinée, du Sénégal et du Mali vinrent donner une leçon, car ils n'ont pas perdu le sens de l'internationalisme prolétarien vivant : « ...Nous soutenons le peuple algérien en lutte pour sa libération ! ».

C'est pourtant là une des perspectives révolutionnaires de Duthel qui a dû échapper à Guilloré :

« On souhaite que le compromis entre les partis en cause s'établisse sur la constitution d'un Etat algérien, à la rigueur indépendant, mais où seraient garantis les intérêts « de la France ». Que sont en Algérie les « intérêts de la France », sinon ceux du capitalisme français ? Pour notre part, nous refusons absolument d'être comptables de tels intérêts ! Nous nous sentons seulement solidaires de tous ceux qu'on a exploités et qu'on exploitera demain là-bas, au nom de la France. C'est la loi de l'internationalisme prolétarien. Cette loi, le mouvement ouvrier français l'a par trop oubliée. Aujourd'hui, il ne devrait pas y avoir d'autre position possible pour lui que d'imposer par son action concertée le retrait des troupes françaises d'Algérie. Nous en sommes loin ! Et le S.N.I. participe à cette confusion. Il se fait le champion des « minorités » et tient à confectionner sa propre sauce pour ajouter au ragoût de l'autodétermination ! »

Je sais bien qu'il y a eu le 27 octobre, les colloques d'Evian, Lille, Grenoble... Bravo !

Mais à quelle heure ! Et à quelle sauce ! Admettons qu'il ne soit pas encore trop tard pour bien faire, mais le sens donné à ces manifestations fait qu'elles sont à contre-courant du sens réel de l'histoire.

Alors, tu votes le rapport moral sur l'Algérie Guilloré ?

Moi, je dis non, avec l'Ecole Emancipée !

« LE S.N.I., UN DES DERNIERS REMPARTS SOLIDES CONTRE LA REACTION GAULLISTE. »

(Guilloré.)

Il semble bien qu'il n'y ait plus grande démonstration à faire. Mais poursuivons :

Que signifie donc cette phrase du rapport moral de Forestier :

« Le syndicalisme doit s'attacher au développement de la capacité économique du monde du travail afin de lui permettre de revendiquer une participation prépondérante à l'organisation de la production, à la gestion des services et des entreprises et d'imposer sa conception d'une nécessaire planification démocratique, économique et sociale. »

Bien sûr, la phrase de Forestier n'est qu'une manifestation réformiste, puisque même si sa conception progressive de la conquête des moyens de production par le travail est inacceptable, parce qu'inefficace et utopique, elle ne prévoit pas (pas encore, voyons !) la victoire totale du travail sur le capital ! Mais dans la situation actuelle, n'est-elle pas déjà allégeance à l'entreprise d'association capital-travail ? N'est-il pas déjà certain que de telles perspectives aboutissent à désarmer « absolument » la classe ouvrière ? Quel rempart !

Mais que signifie donc la déclaration de Lauré, secrétaire général de la Fédération de l'Education nationale, au moment du deuxième putsch d'avril 1961 :

« A la suite du crime commis à Alger par les généraux félons, il est évident que toutes les autres préoccupations des enseignants, des travailleurs, des Français doivent être subordonnées à la défense immédiate de la démocratie et de la paix... La Fédération de l'Education nationale, tous les enseignants en ont conscience et feront leur devoir. C'est ce que nous avons dit au Premier ministre dont la déclaration, après le message bouleversant et viril du président de la République a révélé aux Français la grandeur du péril, mais a marqué aussi l'heure de leur totale mobilisation au service de la nation. »

Bien sûr, la déclaration de Lauré n'était qu'une manifestation de la trouille chronique qui secoue nos réformistes à l'égard des mouvements révolutionnaires ou pré-révolutionnaires ! N'est-elle pas scandaleuse, cette profession de foi loyaliste à l'égard du pouvoir gaulliste ? Quel rempart !

Et quel choix peut-il y avoir pour des révolutionnaires prolétariens, après la déclaration de Duthel :

« Cette confusion sur les données fondamentales du problème algérien entraîne à une solidarité de fait avec le pouvoir. Et le paradoxe est fort de voir toute la « gauche » française se démener pour feindre d'imposer à de Gaulle la réalisation de sa propre politique ! Quoi d'étonnant, après cela, dans l'attitude des organisations ouvrières lors des récents événements.

« On les a vues toutes, et la nôtre au premier rang — au moment où l'appareil d'Etat se décomposait — « se mobiliser au service de la nation » et entamer une nouvelle grève du général pour sauver... la République ! Pas question de mobiliser les travailleurs simultanément contre le pouvoir et contre les factieux ! Et si ça n'était pas possible — ce qui resterait à prouver — pas même question de sauver la face !

« Et notre S.N.I., pour corser le ridicule, était représenté à la mascarade nocturne du ministère

de l'Intérieur, où chacun s'étonnait de ce que le général refusait d'armer les milices ouvrières !

« Le ton amer de cet article étonnera peut-être. En réalité, si nous savions combien il était difficile de concilier une orientation réformiste avec la résistance inconditionnelle au gaullisme, nous ne pensions pas que l'évolution vers l'adaptation au régime serait si rapide ! »

Et quel choix peut-il y avoir pour des révolutionnaires prolétariens, après la résolution rédigée par le Syndicat des charpentiers en fer C.G.T., imprimée en tracts répandus dans Paris déboussolé :

« C'est aux travailleurs de liquider le coup de force des militaires d'Alger.

« Les plastiqueurs fascistes, lâchement, attentent à la vie des ouvriers. Les généraux fascistes d'Alger défendent les privilèges et les profits capitalistes.

« Ce sont les ennemis de classe du prolétariat.

« Pour lutter contre le fascisme, les travailleurs ne doivent compter que sur leurs propres forces.

« Dans les usines, les chantiers, les entrepôts et les localités, les travailleurs doivent organiser leurs milices ouvrières.

« Groupons-nous par dizaines, par centaines, élisons nos responsables à chaque échelon. Que les groupes d'auto-défense prennent contact entre eux.

« Vive la milice ouvrière organisant sa police elle-même !

« La classe ouvrière est la force.

« Si elle s'organise, les plastiqueurs, les fascistes seront balayés et ainsi s'ouvriront pour les salariés d'immenses perspectives d'en finir avec le régime capitaliste générateur de guerres colonialistes, de fascisme et de misère.

« Tous debout dans une lutte effective ! Nous vaincrons ! »

Alors, Guilloré, tu ne crois pas que le rempart est en carton-pâte ? Que le colosse a des pieds d'argile ?

Tu crois que les travailleurs peuvent faire confiance au réformisme (à celui-ci en particulier) pour lutter contre le pouvoir gaulliste ? Contre le capitalisme ?

On notera que tu as remarqué au début de ton article que Forestier « *au seul point de vue des moyens physiques occupe la tribune* ». Oui, mais, ce costaud veut amadouer le loup capitaliste, tentative vouée à l'échec, car on ne compose pas avec le loup : on le détruit ou il vous mange... D'autres et illustres réformistes s'y sont déjà cassé les dents, à ce petit jeu... Mais son moulin oratoire moud le grain empoisonné qui endort l'esprit des militants par la réussite apparente de l'heure, réussite trompeuse !

Qui osera soutenir qu'année après année nous n'avons pas constamment reculé sur tous les plans ? Et pourtant, selon l'optique réformiste, lorsqu'il faut examiner le rapport moral de fin d'année, immanquablement, on vous invite à approuver, en réalistes, les succès remportés !

« *On ne voit pas bien quelles sont les perspectives révolutionnaires de Duthel* »... On ne voit pas trop bien, non plus, quelles pouvaient être celles de Lénine et de ses amis, avant 1917...

Au fond, notre *non* au vote concernant les actes passés, et l'esprit dans lequel ils ont été conduits, aurait bien peu d'importance, s'il ne condamnait ce derrière quoi les réformistes s'abritent pour orienter l'action future.

Mais nous sommes dans l'erreur !

Dans ce cas, prière de démolir nos arguments, point par point, absolument, dans cette « Révolution prolétarienne » de Pierre Monatte qui nous semblait jusqu'à présent pratiquer aussi, avec assez de conviction, l'hérésie dont l' « Ecole Emancipée » est atteinte.

DURY,
Délégué de la Mayenne.

DANS L'INTERNATIONALE

LE CONFLIT DE LA « GENERAL MOTORS »

Le 11 septembre, 175.000 ouvriers de la General Motors sont entrés en grève. Il s'agit de la plus grosse firme du monde : elle occupe plus de 300.000 travailleurs dans 129 usines. C'est la géante de l'industrie automobile américaine. Les deux autres « grandes », Chrysler et Ford, risquent d'être entraînées dans le conflit. Elles représentent, à elles trois, 84 % de la vente des automobiles américaines.

Pourtant, la semaine précédente, un accord de salaires avait été conclu entre la direction de la General Motors et le syndicat des ouvriers de l'automobile dont le président est Walter Reuther.

Quels étaient les points principaux de cet accord ?

1) Une augmentation de salaire de 2,5 % qui ne pourra être inférieure à 6 cents pendant chacune des trois années de la convention.

2) Une clause d'échelle mobile prévoyant le versement de 1 cent par heure pour chaque hausse de un demi-point dans l'indice du coût de la vie.

3) En cas de raccourcissement de la semaine de travail, les ouvriers recevront 65 % du salaire non perçu en-dessous de 40 heures. La durée de ce versement sera de cinquante-deux semaines (ce n'est déjà plus le salaire mensuel garanti, mais un pas vers le salaire annuel).

4) Augmentation de 65 à 75 % de l'indemnité de chômage total.

5) La compagnie prend à sa charge la moitié de l'assurance-maladie qui était jusqu'à présent payée par les ouvriers.

6) La retraite passe de 2,50 à 2,80 dollars par mois pour chaque année passée au service de la compagnie. (Si l'on compte le dollar à environ 5 NF, cela fait 14 NF par mois et par année de présence, soit 1.400 francs. Donc 14.000 francs pour dix ans de présence, 28.000 pour vingt ans, 42.000 pour trente ans.)

Bien que ces résultats ne donnent pas entière satisfaction au syndicat, il avait accepté le travail sur ces bases. Pourquoi la grève s'est-elle quand même déclenchée ? Pour des raisons de conditions de travail dans chaque usine, notamment des cadences.

« Un accord économique, a déclaré Walter Reuther, n'est pas la solution à tous les problèmes qui se posent chaque jour à l'usine. Payer un ouvrier ne donne pas au patron le droit d'en disposer comme il l'entend. Cette grève est due à 99 %, aux conditions de travail et à des problèmes pratiques quotidiens. »

Ajoutons que le fonds de grève du syndicat est estimé à 50 millions de dollars et qu'en cas de grève générale, il faut 8 millions de dollars par semaine pour soutenir le mouvement (environ 40 millions de nouveaux francs par semaine, 4 milliards d'anciens francs ! De quoi assurer à chaque gréviste — sur 200.000 grévistes au total — 40 dollars par semaine, environ 200 nouveaux francs, 20.000 anciens francs).

RELEVEMENT DES NORMES DE TRAVAIL EN ALLEMAGNE DE L'EST ?

L'envoyé spécial permanent du « Figaro » à Berlin écrit dans le numéro du 9-10 septembre, que, pour la deuxième fois dans l'année, les normes de travail ont été relevées en Allemagne de l'Est. Sans augmentation de salaire, les ouvriers devront produire plus dans le même temps. « Figaro » ou pas, l'information est-elle exacte ? La fermeture de la seule porte ouverte sur le monde capitaliste s'accompagne-t-elle d'une exploitation renforcée du travail, de l'autre côté ? Le 17 juin 1953, c'est déjà un relèvement des normes qui avait provoqué le soulèvement des ouvriers de Berlin-Est.

Cette fois, nous pouvons être sûrs qu'il y aura des motions adoptées « d'enthousiasme » dans les assemblées d'usine pour approuver cette intensification du travail dans le but « d'atteindre et de dépasser » les objectifs du plan. Si l'exode a diminué le nombre des bras, il faut bien que ceux qui restent produisent davantage.

Notes d'Economie et de Politique

IL FAUT VAINCRE A BERLIN. MAIS POUR VAINCRE, IL FAUT DES MAINS PROPRES !

Débarrassé de toutes les contingences, le conflit qui oppose aujourd'hui la Russie à l'Occident à propos de Berlin, se réduit à ceci : le despotisme asiatique, va-t-il s'étendre davantage, ou non ? De la Russie où il a toujours régné depuis le temps des Mongols, il a débordé, il y a quinze ans, sur toute la frange orientale de l'Europe, de Varsovie à Magdebourg et de Bucarest à Budapest. Va-t-il maintenant englober dans son empire Berlin d'abord, et toute l'Allemagne occidentale ensuite ? Un grand pas sur cette voie vient d'être fait par la suppression aux Allemands de l'Est de leur dernière liberté : celle de rejoindre l'Occident par Berlin. Bien que celle liberté eût été garantie par les puissances de l'Occident, ces dernières n'ont pas réagi.

Ne nous y trompons pas ! Ce que nous vivons depuis quinze ans n'est qu'un épisode décisif du conflit plusieurs fois millénaire qui oppose l'Orient à l'Occident, ces deux formes antagoniques des sociétés humaines.

L'Orient, c'est le despotisme, l'annihilation de l'individu au sein de la collectivité représentée par un chef tout-puissant ; l'Occident, c'est la liberté, l'individu qui entend limiter au minimum les pouvoirs de la communauté, ainsi que participer à leur exercice ou à leur contrôle. Plus généralement, en Orient, c'est le renoncement et la soumission ; en Occident, l'ambition et la rébellion.

Certes, ce ne sont là que des tendances. Il n'y a nulle part ni despotisme total, ni liberté totale, mais ces tendances sont suffisamment accusées pour qu'elles soient le caractère dominant de chacune de ces deux parties du monde, et aussi pour que chacune essaie de gagner à elle l'autre partie du monde.

Dans ce conflit dont les débuts remontent à bien près de trois millénaires, l'Occident a été parfois vainqueur et parfois vaincu.

Il fut vainqueur une première fois lors de ce que l'on peut considérer comme l'acte de naissance de l'Occident : la victoire militaire remportée par les républiques grecques du Vᵉ siècle, sur l'empire perse.

Le monde hellénique donna à cette victoire une importance exceptionnelle, la portant presque à la hauteur d'un mythe légendaire, et il eut raison. Sans elle, la civilisation occidentale eût été étouffée dans l'œuf ; sans elle, il n'y aurait pas eu de civilisation antique, et, pas davantage, par suite, de civilisation moderne.

Mais, dès que la civilisation antique déclina, aussitôt qu'elle montra des signes de faiblesse, l'Orient prit sa revanche. Une revanche terrible, due à l'arme la plus dangereuse parce que la plus insidieuse : celle qui s'attaque à l'esprit, l'arme « idéologique ». Durant plus d'un demi-millénaire, au cours du Bas-Empire et du haut moyen âge, le christianisme courba sous sa férule le monde occidental. Cette étrange mixture fabriquée à Jérusalem et à Alexandrie, assaisonnée de platonisme pour la rendre plus acceptable au palais des Occidentaux, apporta la mort à l'Occident en y asservissant l'esprit.

Ce ne fut que le jour où l'Occident put, grâce aux invasions arabes, reprendre contact avec la civilisation antique, qu'il revint à la vie ; et sa vie, depuis lors, n'est qu'une longue lutte pour se délivrer des vestiges de son ancienne défaite. Scolastiques (avec combien de prudence !), humanistes, encyclopédistes parvinrent à renouer la chaîne avec la pensée libre du monde gréco-romain, à desserrer l'étau dans lequel les dogmes orientaux avaient enfermé l'esprit occidental, cependant que par une évolution parallèle, les révolutions bourgeoises, paysannes et prolétariennes du bas moyen âge et des temps modernes interdisaient au despotisme de s'installer à demeure et que l'esprit et l'activité d l'homme ainsi libérés se précipitaient à nouveau dans la grande aventure de la découverte : reprenant la technique et la science là où les avaient laissées les Anciens, l'Européen moderne les faisaient progresser à pas de géant.

Aujourd'hui, le « communisme » russe tente de renouveler la victoire idéologique jadis remportée par le christianisme syro-égyptien sur l'Occident, en assaisonnant le despotisme oriental d'une sauce marxiste, comme les chrétiens avaient assaisonné leur religion orientale de platonisme, cependant que de leur côté, les troupes de l'empire moscovite s'apprêtent à renouveler les tentatives de Darius et de Xerxès.

Si cette double offensive ou si même l'une d'elle seulement réussit, alors, une fois de plus, la nuit s'étendra sur l'Occident.

Pour empêcher cela, pour s'épargner une aussi terrible défaite, il faut, comme dans tout combat, ne pas se contenter de maintenir des positions défensives, mais passer à l'offensive. Il ne faut point se contenter d'arrêter la progression de Moscou, mais faire reculer Moscou, lui faire peu à peu abandonner les « marches » européennes que l'empire russe a occupées, en reconquérant pour les peuples de l'Europe orientale le droit à l'autodétermination. Qu'à nouveau, tous ceux-ci puissent dire librement s'ils entendent demeurer sous le joug du souverain du Kremlin, ou s'ils veulent redevenir eux-mêmes !

Eh bien ! Berlin nous offre précisément l'occasion de faire un pas dans cette voie.

Berlin est toujours, juridiquement, une ville une, administrée conjointement par quatre puissances. Par une faiblesse insigne, les Occidentaux ont laissé les Russes violer cyniquement ce statut juridique en faisant du secteur de Berlin que leurs troupes occupent une ville distincte, séparée politiquement et administrativement du reste de Berlin, et le seul vestige qui demeurait des anciens accords, le droit pour tout Allemand de circuler librement dans tout Berlin, vient de disparaître. C'est donc l'occasion pour les Occidentaux de réclamer le rétablissement, en fait, de ce qui n'a pas cessé d'être le droit : l'unité de la ville de Berlin.

Assez donc, de ces arguties purement défensives par lesquelles l'Occident tente de maintenir ses positions en s'excusant presque d'une

aussi grande liberté. C'est l'offensive qu'il faut prendre, une offensive claire et nette : tous les peuples ont le droit à la liberté, les Berlinois de l'Est comme les autres ; Khrouchtchev propose que Berlin soit une ville libre, d'accord ! Mais, bien entendu, *tout* Berlin ! Rien n'autorise à ce que soient traités différemment les Berlinois des quartiers de l'Est et ceux des quartiers de l'Ouest. Aucune raison d'aucune sorte, ni géographique, ni économique, ni juridique, ne peut être invoquée pour la division de Berlin en deux ; donc réunissons Berlin, réunissons-le dans la liberté !

Si l'accent était ainsi toujours mis, avec une emphase sans cesse grandissante, sur ce droit des peuples de l'Orient européen à l'indépendance, si on ramenait à chaque instant et à propos de chaque chose, les esprits sur ce point, s'il devenait le leitmotiv, la tarte à la crème de toute la politique occidentale, on peut espérer que le tzarisme moscovite serait bien un jour obligé de jeter du lest, de relâcher les liens dans lesquels il a enchaîné ses satellites et si, un jour, la guerre devait éclater, l'Occident trouverait dans la force de sa position, la base morale qui seule permet d'acquérir cette croyance profonde en son bon droit qui est la condition de la victoire.

Mais, pour faire une telle politique, il faut soi-même avoir les *mains propres*.

Avoir les mains propres, c'est-à-dire ne pas être soi-même coupable de ce dont on accuse autrui. Réclamer l'indépendance pour les Européens de l'Est alors que soi-même on refuse l'indépendance aux Algériens ou aux Cubains, est une sinistre comédie qui ne pourra tromper personne, même pas ceux qui la jouent.

C'est pourquoi les Etats occidentaux n'utilisent pas, si ce n'est du bout des lèvres et à contre-cœur, cet admirable tremplin que serait pour eux la réclamation constante de la liberté pour les peuples de l'Est. Ils savent qu'on leur rirait au nez s'ils se présentaient comme les champions de l'indépendance des peuples, aussi préfèrent-ils tenter de maintenir simplement un équilibre entre les deux impérialismes, le leur et celui de Moscou. « Nous ne ferons rien pour soutenir les efforts de libération des Allemands, des Hongrois, des Polonais ou des Tchèques, vous en avez d'ailleurs eu la preuve lors des soulèvements de Berlin et de Budapest, mais abstenez-vous, de grâce, de votre côté, de soutenir ceux des peuples d'Afrique, d'Amérique du Sud ou d'ailleurs, qui sont sous notre coupe ! »

Politique de marchandages ! Politique de marchands !

La politique est, certes, souvent faite de marchandages, et faite par des marchands. Et il est vrai que dans le train-train quotidien de la vie des peuples, cela souvent ne fonctionna pas trop mal. Mais, dans les grands moments historiques — et nous sommes à un de ces moments — lorsque le sort de toute une civilisation est en jeu, une telle politique est vaine. Pour sauver une civilisation, il faut porter à leur maximum toutes ses valeurs. La grande valeur de la civilisation occidentale, malgré toutes les éclipses qu'il lui est arrivé de subir, c'est le sens de la liberté ; si l'Occident ne parvient pas à refaire de la liberté des peuples son étendard, un étendard sans tache, il sera vaincu.

En préférant à une politique d'anti-impérialisme absolu, celle d'un partage entre impérialismes, l'Occident se condamne à l'impuissance.

Les Grecs de Marathon et de Salamine croyaient à la vertu de leurs principes ; nous ne pourrons nous battre que si nous pouvons croire à la vertu des nôtres.

« ADIEU, LA FRANCE, ADIEU ! »

Les actions des fous sont toujours imprévisibles. Aussi, voudra-t-on bien m'excuser si je n'avais jamais, dans ces notes, envisagé la possibilité d'une action militaire de la France contre la Tunisie, du genre de celle qui s'est déroulée à Bizerte.

Ainsi, les lauriers de Guy Mollet empêchaient M. de Gaulle de dormir ! Pour défendre les dividendes des actionnaires de Suez, Guy Mollet avait fait larguer ses parachutistes en Egypte et détruit ainsi en un tournemain la situation considérable que la France occupait dans ce pays depuis cent cinquante ans. Du fait de cet imbécile, qui se veut patriote, il ne subsiste plus rien, en Egypte, de l'influence française, ni politiquement, ni économiquement, ni culturellement. Pratiquement, plus un seule entreprise française, plus une seule école française !

Dans un pays où la plupart des services publics, des banques et des hôtels étaient entre les mains des Français ! Dans un pays dans les grandes villes duquel on n'avait qu'à s'adresser au premier venu, au moins dans les quartiers modernes, pour qu'une fois sur deux il vous réponde en français !

Eh bien ! donc, l'aventure de Suez n'avait rien appris à M. de Gaulle. Sans même pouvoir, lui, invoquer l'excuse d'actionnaires français à défendre, pour rien, simplement pour montrer qu'il était « le plus fort », le plus fort et... le plus lâche, celui qui a la prétention d'incarner la France a largué ses parachutistes et ses bombes sur Bizerte, comme Mollet avait largué les siens sur Port-Saïd, et le bilan a été le même : un millier de tués, dont la plupart dans la population civile, et... une grande victoire militaire ! Mais une victoire militaire qui n'a conduit à rien, pas même à l'espoir de pouvoir conserver Bizerte !

En revanche, le massacre a eu ce résultat : la fin de toute influence française en Tunisie.

« Adieu la France, adieu ! », lisait-on sur les banderoles que déroulaient les manifestants de Tunis à la veille du débat de l'O.N.U.

Rien ne saurait mieux que cet adieu concrétiser la défaite française. Il y avait encore en Tunisie, depuis l'indépendance, cent mille Français. Cent mille Français qui occupaient des positions-clés dans l'industrie, le commerce, l'enseignement, l'agriculture. Déjà plus de dix mille de ceux-ci sont partis depuis l'aventure de Bizerte, et ce n'est qu'un commencement. Les enseignants français ont vu leurs contrats suspendus. Une vingtaine d'entreprises industrielles françaises ont été mises sous séquestre.

Comment d'ailleurs, les Français qui demeurent pourraient-ils répondre sans rougir aux Tunisiens qui leur demandent pourquoi l'armée française a tué un millier des leurs simplement parce que ceux-ci manifestaient pour obtenir la restitution d'une rade et d'un arsenal... qu'on leur avait promise !

On aura beau faire. Les ponts sont définitivement coupés entre la Tunisie et la France, tout comme ils l'ont été il y a cinq ans entre l'Egypte et la France. C'est là un résultat que n'importe qui, un enfant de dix ans, aurait pu prévoir ; il n'y avait qu'un fou pour pouvoir l'ignorer.

A NOUVEAU, EN PLEINE INFLATION !

On se rappelle peut-être que nous avions signalé en février dernier que les avances de la Banque de France à l'Etat (c'est-à-dire l'émission de billets de banque non gagés) avait bondi de 865 millions fin décembre 60 à 1.688 millions le 5 janvier 61, et qu'elle avait continué à croître, à une allure record, jusqu'à 2.920 millions le 16 février.

Ensuite, ainsi que nous l'indiquions en avril, le montant de ces avances, se mit à décliner pour se stabiliser, durant quatre mois à peu près aux environs de un milliard et demi de francs (il s'agit, bien entendu, pour tous ces chiffres, de nouveaux francs). Ce déclin et cette stabilisation furent sans doute dus, aux rentrées du Trésor provenant du paiement des deux premiers tiers provisionnels de l'impôt sur le revenu qui furent appelés en février et en mai, car, cette recette saisonnière passée, l'appel de l'Eat aux machines à imprimer de la Banque de France reprit de plus belle : en juillet, les avances atteignaient à nouveau les trois milliards et en août, elles les dépassèrent de quatre milliards (4 milliards 124 millions le 10 août) ; de décembre à août, les avances ont donc presque quintuplé ! Fait qui est bien aussi, je crois, sans précédent, dans l'histoire financière de la France.

Cette inflation galopante, sur laquelle, bien entendu, la presse et les hommes politiques continuent à faire le silence, explique plusieurs choses. Elle explique que l'activité économique batte son plein actuellement (l'indice de production industrielle pondéré qui avait plafonne durant le dernier trimestre de 1960 s'est remis à progresser sensiblement depuis janvier) ; elle explique que les prix industriels augmentent et vont sans doute augmenter plus encore au cours des mois prochains ; elle explique enfin que, pour tâcher de remplir les caisses de l'Etat autrement que par l'impression de nouveaux billets, les impôts seront augmentés, mais bien entendu, uniquement les impôts indirects, conformément à la politique fiscale traditionnellement pratiquée par les éléments les plus réactionnaires de la bourgeoisie.

Et cela explique peut-être aussi, accessoirement, que M. Baumgartner voudrait bien quitter son poste et que M. Pompidou (*alias* Banque Rothschild) ne veut pas le remplacer.

R. LOUZON.

P.-S. — Dans la dernière « R.P. », un « vieil abonné parisien » demande si « ce que deviendraient les deux millions de juifs israéliens » dans le cas où l'Etat d'Israël serait supprimé, « inquiète tant soit peu Louzon ».

Que ce vieil abonné se rassure ! Je m'en inquiéterai certainement, le moment venu, s'il y a lieu. Mais, puis-je demander, à mon tour, au vieil abonné, s'il s'inquiète ou s'est jamais inquiété du sort du million d'Arabes palestiniens qui furent obligés de fuir leur pays en y abandonnant tous leurs biens, auxquels l'Etat d'Israël interdit de rentrer et qui, en conséquence, doivent croupir depuis quinze ans dans les camps de réfugiés de Jordanie et d'Egypte ?

L'anticolonialisme est un bloc, un bloc sans faille. Le fait qu'une conquête coloniale a été effectuée par des Juifs ne l'empêche pas d'être une conquête coloniale.

J'ajouterai même que la conquête de la Palestine par les Sionistes a été l'une des plus répugnantes et des plus atroces conquêtes coloniales qui soient.

L'une des plus répugnantes parce que c'est après s'être présentés en immigrants pacifiques pleins de sentiments amicaux pour les occupants, que, dès qu'ils ont été en assez grand nombre, les Sionistes ont jeté le masque, déclarant à ceux dont ils étaient les hôtes, tout comme Tartuffe : la maison est à moi, c'est à vous d'en sortir !

Elle fut, d'autre part, l'une des plus atroces, parce que si, dans beaucoup de colonies, dans les colonies françaises notamment, le conquérant tout en assujetissant la population indigène, l'y laissa vivre, les Sionistes, eux, ont fait place nette, chassant hors du pays les neuf dixièmes de la population. — *R. L.*

LA CONFÉRENCE DE BELGRADE

La Conférence de Belgrade des vingt-quatre chefs d'Etat et de gouvernements des pays non engagés avait fait naître quelque espoir dans l'atténuation de la tension actuelle entre l'U.R.S.S. et les Occidentaux, bien que l'opinion publique sache que les Soviétiques n'aient pas l'habitude de tenir compte de l'avis des autres.

Cet espoir était probablement dû au fait qu'il y a quelques années des chefs d'Etats réunis à Bandoeng avaient lancé un appel en faveur de l'indépendance des peuples coloniaux et que cet appel stimula la lutte pour la décolonisation et se traduit aujourd'hui par la libération de nombreux peuples asservis. Quelques-uns l'ont obtenue sans se battre, la menace ayant suffi. Mais les Algériens se battent depuis sept ans et d'autres colonies sont encore en révolte.

Aussi pouvait-on espérer que la conférence de Belgrade constituerait une grande force morale capable de se dresser énergiquement et impartialement entre les deux blocs pour faire entendre des paroles de vérité et de justice.

Cet espoir s'est rapidement évanoui. Le jour de l'ouverture de la conférence, on apprenait qu'une explosion nucléaire avait eu lieu en U.R.S.S., qui a d'ailleurs été suivie par plusieurs autres, alors que le 28 août 1959 le gouvernement soviétique avait pris la décision de ne plus procéder à des explosions nucléaires, et qu'elles ne devaient être reprises que si les Etats occidentaux recommençaient les leurs.

Le plus effarant dans la décision de l'U.R.S.S., c'est le mépris qu'elle manifeste pour la conférence de Belgrade, et pour l'opinion mondiale.

Dès l'ouverture, la conférence aurait dû réagir avec la plus vive indignation. Elle n'en fit rien.

Sans doute, des orateurs dénoncèrent la nocivité des bombes atomiques, c'est ainsi que Mme Bandaranaike, premier ministre de Ceylan, déclara qu'elle ne croyait pas qu'il y ait une seule mère dans le monde qui puisse accepter l'idée que ses enfants soient exposés à une mort lente par radiation atomique.

Tito, Nasser, Bourguiba se prononcèrent contre les explosions nucléaires en général, mais sans oser dénoncer l'U.R.S.S., qui venait de rompre unilatéralement la trêve atomique.

Nehru prononça cependant quelques paroles énergiques ; il déclara que la décision de l'U.R.S.S. nous met au bord de la guerre et, faisant allusion aussi au problème de Berlin, il ajouta : « Jamais depuis quinze ans le monde n'a été si proche d'une nouvelle guerre

et jamais dans l'histoire une guerre n'a été aussi menaçante pour l'humanité que celle qui risque d'éclater. »

Dans « l'Express » du 7 septembre, K.S. Karol écrit :

« Nehru, dans un discours improvisé et dramatique, a expliqué qu'aucun problème ne pourrait être résolu si une guerre éclatait à Berlin. Il a demandé à la Conférence d'accorder la priorité absolue à une médiation entre les super-grands, afin de sauver le monde du désastre. Toutes les autres questions, selon lui, fussent-elles aussi importantes que celles du colonialisme et de l'impérialisme, devraient être oubliées momentanément car elles étaient dépassées par la menace d'un holocauste universel. »

Il apparaît que la plupart des participants de la Conférence n'ont pas été émus par la forte intervention du Premier ministre indien. Ils ne semblent nullement indignés par l'attitude de l'U.R.S.S. Nul doute que si les Américains avaient pris l'initiative d'un essai nucléaire, la Conférence aurait été unanime pour les stigmatiser comme il convenait.

La déclaration adoptée après une longue discussion contient cependant des points positifs.

Par exemple, lorsqu'elle proclame que le colonialisme doit être immédiatement et entièrement aboli. Egalement sur l'Algérie dont elle réclame l'indépendance et l'intégrité de son territoire national, y compris le Sahara. Elle apporte en outre son appui total au G.P.R.A. dont elle considère les revendications comme justes et nécessaires.

A propos de la Tunisie, elle réclame l'évacuation immédiate des forces armées françaises de tout son territoire national.

Elle est naturellement pour le désarmement et réclame la participation des pays non engagés dans les négociations qui, sous les auspices de l'O.N.U., doivent y conduire. Ledit désarmement devant être garanti par un système efficace d'inspection et de contrôle.

Plus prudente est la déclaration sur l'Allemagne : « Les pays qui participent à la Conférence estiment que le problème allemand n'est pas seulement un problème de caractère régional, mais qu'il peut exercer une influence décisive sur le développement futur des rapports internationaux. Ils sont inquiets de l'aggravation actuelle de la situation en Allemagne et à Berlin. Les pays participant à la Conférence invitent tous les pays intéressés à ne pas recourir et à ne pas menacer de recourir à l'usage de la force dans la solution du problème allemand et du problème de Berlin. »

Quelle influence une telle déclaration peut-elle avoir sur les « grands » ? On peut être sceptique. Les chefs des Etats non engagés n'ont pas acquis la « force de frappe » morale, dont a parlé Bourguiba à Belgrade. Leur attitude peu courageuse concernant la reprise des essais nucléaires par les Soviétiques, comme l'absence de toute suggestion en ce qui concerne le régime de Berlin, où ils auraient pu recommander l'application démocratique de l'autodétermination, a découragé ceux qui avaient fondé un espoir sur ce colloque pour créer un courant d'opinion favorable. Et l'accueil fait par Khrouchtchev aux deux messagers de la paix, Nehru et N'Krumah, montre le peu de cas qu'il fait de leur opinion.

Serons-nous contraints de compter finalement sur la seule sagesse des deux grands » pour nous éviter la catastrophe ? Certes, l'action populaire peut peser d'un grand poids sur les décisions des dirigeants. Mais quelles possibilités les peuples soumis à une dictature totalitaire ont-ils de manifester leur opinion et d'influer sur les décisions de leurs dirigeants ? L'absence de toute liberté d'expression dans ces pays n'est pas de nature à permettre un grand optimisme.

Clément DELSOL.

POUR COMPRENDRE LES PROBLEMES SCOLAIRES EN FRANCE

Réforme de l'Enseignement en Grande-Bretagne

TROIS OBJECTIFS, TROIS OBSTACLES

L'article intitulé « Education : notre richesse inexploitée » (**Education : our untapped wealth**) qui a paru dans l'hebdomadaire londonien **The Observer** du 13 août 1961 mérite l'analyse. Le voici sans commentaire.

Il s'agit du second chapitre d'une série intitulée « Britain to-morrow » (La Grande-Bretagne de demain). Premier fait remarquable : cette étude sur les réformes urgentes de l'enseignement en Grande-Bretagne vient tout de suite après le premier article d'introduction, « un rôle nouveau pour une vieille nation », et avant les articles consacrés à la planification pour une économie libre (3), aux questions monétaires (4), au développement scientifique (5) et aux moyens qu'il faut vouloir pour réaliser les réformes envisagées (6). Il faut aussi rappeler, pour qui ne le saurait pas, que **The Observer** ne passe pas pour un journal révolutionnaire, ni même travailliste (au sens anglais du mot) ; il est catalogué libéral.

L'étude prend son départ dans la constatation de l'insuffisance actuelle de l'enseignement et de son inadaptation aux conditions économiques et sociales présentes. Selon un rapport de la Commission Crowther, créée par le gouvernement, « l'enseignement qui est donné à la grande masse des enfants est incomplet à la fois en qualité et en durée ». Tout en faisant les réserves d'usage sur les comparaisons entre pays différents, l'article cite les conclusions d'une étude de John Vaizey (Institute of Education, London University) : le nombre des scientifiques et techniciens qualifiés par million d'habitants n'est pas plus élevé en Grande-Bretagne qu'en Yougoslavie, il est moitié du taux atteint par le Canada, le tiers de celui de la Russie et le septième des Etats-Unis.

Enfin, **The Observer** reconnaît tout de suite que les dépenses pour l'enseignement en Grande-Bretagne sont d'environ 900 millions de livres par an, soit 5 % du revenu national. Sans aucun doute, si l'on veut réformer, il faudra **doubler** ces dépenses.

Reste à décider comment utiliser ces fonds et pour cela préciser clairement les objectifs à atteindre. On peut en distinguer trois.

***

1) Le développement de l'enseignement en qualité, aussi bien que la prolongation de la scolarité effective montrent que le premier grand besoin est de **former plus de maîtres.** Contrairement à ce que pensent certaines autorités gouvernementales, cela ne peut pas être réalisé à bon marché.

Les besoins sont considérables puisqu'il s'agit : de ramener l'effectif moyen des classes à 30 élèves (au lieu des monstres actuels de 40 ou 50), de donner à **tous** les enfants un enseignement à temps complet jusqu'à seize ans et de garder au moins la moitié d'entre eux jusqu'à dix-huit ans. Il faudrait pouvoir disposer de 600.000 éducateurs au lieu des 380.000 actuels.

Non seulement il faut favoriser la formation des maîtres, mais il faut organiser une grande campagne de recrutement. Le statut économique et social de la profession doit donc être honoré à sa juste valeur (**The Observer** note fort à propos que si cela signifie traitements compétitifs avec ceux de l'industrie, cela signifie également importance morale et sociale attachée à la fonction enseignante). Pendant un temps

plus ou moins long (probablement assez long), la pénurie des maîtres requerra de faire appel à toutes les compétences inemployées : femmes mariées dont les enfants sont élevés et qui pourraient occuper un poste d'enseignement, au moins à temps partiel ; heures d'enseignement assurées par les chercheurs scientifiques, les étudiants les plus avancés, les ingénieurs. Ces mesures « provisoires » doivent être examinées avec d'autant plus d'attention que la pénurie de maîtres n'est pas un phénomène occasionnel et momentané : la croissance de la population et la prolongation recherchée du temps de scolarisation réelle entraînent que la population scolaire, dans les années 70, sera supérieure à ce qu'elle est et à ce qu'elle aura été dans la présente décennie.

⁂

2) Second objectif essentiel, en ce qui concerne l'éducation secondaire (selon notre terminologie française, on dirait plutôt « enseignement du second degré », à condition d'y inclure, naturellement, les sections classique, moderne, technique et les sections d'enseignement court), il faut combler le fossé qui sépare les « **haves** » des « **have nots** » (ceux qui possèdent et ceux qui n'ont rien), ce qui est impossible si l'on manque de professeurs. Par cette expression imagée, **The Observer** pose le problème de l'orientation scolaire qui devrait s'opérer selon des critères de goût et de capacité individuelle et non, comme c'est le cas, selon le montant des revenus des parents.

Cette dernière affirmation est attestée par une statistique tirée du rapport Crowther. Elle a été établie d'après une enquête auprès des recrues de l'armée et de l'aviation. La première ligne de ce tableau instructif indique la nature des renseignements portés dans les diverses colonnes ; la première colonne indique les professions des parents, réparties en cinq catégories ; les autres colonnes indiquent le pourcentage de chaque catégorie d'enfants ayant quitté l'école à quinze ans ou avant, à seize, à dix-sept, à dix-huit ans ou après (exemple : pour cent enfants dont les parents sont de la catégorie « cadres et professions libérales », vingt-cinq quitteront l'école à quinze ans ou avant, etc.). Enfin, la dernière ligne résume, pour l'ensemble de la population considérée, les pourcentages d'enfants quittant l'école aux divers âges.

PROFESSION DES PARENTS	AGE DE SORTIE DE L'ECOLE			
	15 ans ou moins	16 ans	17 ans	18 ans ou plus
Cadres, professions libérales	25	24	17	34
Fonctionnaires, employés	59	22	9	10
Ouvriers qualifiés	78	15	3	4
Ouvriers semi-qualifiés	85	11	2	2
Ouvriers non-qualifiés	92	6	1	1
Ensemble de la population	72	15	5	8

Le tableau révèle bien que l'âge où l'enfant quitte l'école est, statistiquement, non pas affaire de capacités individuelles, mais de classe sociale et de montant des revenus des parents. D'énormes ressources humaines sont donc négligées, et en grande partie perdues, du fait de l'organisation actuelle de l'enseignement.

Le mal provient essentiellement de l'orientation trop précoce. De plus, il est scandaleux que la moitié des dépenses aille à des écoles privilégiées qui connaissent l'heureux taux d'un professeur pour douze élèves, pendant que les fonds manquent pour les élèves non privilégiés. Il est probable que l'une des solutions d'avenir réside dans le développement des « **Comprehensive Schools** » où cohabitent toutes les sections, toutes les orientations de l'enseignement du second degré et où la ségrégation scolaire entre élèves réputés brillants et élèves moyens est heureusement évitée.

Le coût élevé de cette extension de l'enseignement du second degré en fait une dépense d'Etat (et non des autorités locales). **The Observer** souhaite cependant que l'organisation soit laissée, plutôt qu'aux politiciens, aux maîtres travaillant en association avec les parents eux-mêmes (il est peut-être bon de rappeler ici que la Grande-Bretagne jouit, elle, d'un régime parlementaire et démocratique).

En passant, l'article pose la question de savoir si les écoles privilégiées (dites « Public Schools », telle Eton, par exemple) doivent ou non être maintenues. Sans mettre en cause la qualité de l'enseignement dans certaines d'entre elles, il est difficile de nier que le snobisme le plus élevé, la satisfaction de soi, le conservatisme, l'attachement excessif à la tradition et la méfiance à l'égard des idées nouvelles sont leurs menus péchés. Elles ne développent pas, en tout cas, les qualités qu'il faut souhaiter aux futurs dirigeants anglais.

⁂

3) Pour briser le vieux système de stratification intellectuelle et sociale qui résulte de l'insuffisance de l'enseignement, il faut organiser celui-ci en quatre cycles (primaire, secondaire, **junior colleges, senior colleges** ou **professionnal schools**) au lieu de trois (primaire, secondaire, supérieur). Selon la terminologie française, au lieu de ces trois derniers, nous dirons les quatre degrés : premier, second, propédeutique, supérieur).

Le changement se justifie par l'évolution de maturité des élèves après seize ans. D'autre part, économiquement, il serait prohibitif d'organiser dans toutes les écoles secondaires les diverses sections du troisième niveau. Le directeur du département de l'Education, à l'Université d'Oxford, M. A.D.C. Peterson, a proposé que les meilleures des « **public schools** » soient justement consacrées à cet enseignement de troisième niveau.

⁂

La conclusion de cette étude a deux faces. L'une est riante d'espoir : aux récriminations de ceux qui disent que la jeunesse actuelle est inéduquable, il faut répondre qu'elle est inéduquée. Tous les sondages par tests divers montrent que le pays souffre d'un rationnement de l'instruction et non pas d'un affaiblissement des capacités individuelles. Les ressources intellectuelles inexploitées sont considérables.

Cependant, il est vrai que pour donner à **tous** les enfants les moyens de leur plein développement, il faut changer assez profondément les structures traditionnelles de l'enseignement. Depuis la guerre, un effort déjà sérieux a été fait (**Education Act** de 1944). Il faut aller beaucoup plus loin. Trois obstacles principaux restent à surmonter : le snobisme social, la complaisance universitaire et la myopie ministérielle.

Je rappelle, pour terminer, que le texte précédent analyse aussi exactement que cela m'a été possible, une étude qui concerne la Grande-Bretagne. Tout rapprochement avec un autre pays serait fortuit.

Gilbert WALUSINSKI.

LE SYSTEME D'EQUIPE A COVENTRY

Worker's Control (Le Contrôle ouvrier) N° 2 de la revue anglaise Anarchy, est consacré entièrement aux problèmes de la gestion, de la participation et du contrôle ouvriers.

La phrase placée en exergue, et qui est extraite de l'ouvrage de Gordon Rattray Taylor : Are Workers human? (Les Travailleurs sont-ils des êtres humains?) situe excellemment la question générale : « La rupture entre la vie et le travail est probablement le plus grand problème social contemporain. Vous ne pouvez attendre que des hommes prennent des responsabilités et manifestent de l'initiative dans la vie courante alors que leur expérience du travail les prive de toute possibilité d'initative et de responsabilité. »

Tour à tour Geoffrey Ostergaard, qui examine l'évolution de l'idée de démocratie industrielle dans le contexte britannique et analyse l'ouvrage de Hugh Clegg sur le séminaire de Vienne (signalé dans le Bulletin du C.I.L.O. en 1960) ; Reg Wright, qui étudie le système d'équipes de Coventry, système qui a quelque analogie avec certaines expériences de commandite » en France ; James Lynch, qui parle du contrôle ouvrier dans l'industrie du bâtiment ; Philip Holgate, qui compare — dans un article moins bien documenté — les expériences syndicalistes en Espagne, en Suède et aux Etats-Unis, contribuent à reposer, en termes d'actualité, une tendance constante de l'effort ouvrier.

Un bon numéro qui doit être lu et pensé par tous les militants qui entendent la langue anglaise. Un effort qui devrait être repris par l'ensemble du mouvement international.

Nous reproduisons ci-dessous l'article de Reg Wright sur le système d'équipe à Coventry.

L. M.

Le système d'équipe tel qu'il fonctionne à Coventry est moderne et pourtant traditionnel. Ses origines se retrouvent parmi les artisans sanguinaires qui, il y a plusieurs siècles, envoyèrent le roi au diable et payèrent cher ce mouvement par la suite. Ils travaillaient en groupe — ou guilde. Il y eut ensuite à Coventry une industrie prospère de tissage de rubans. C'est par milliers que les groupes semi-familiaux envoyaient les magnifiques rubans, drapeaux et bannières partout dans le monde. Ma grand-mère commença à travailler, à l'âge de dix ans, au dévidage de la soie pour les tisseurs. Elle me racontait : « Nous ne considérions pas cela comme un travail ; nous y trouvions du plaisir. » Elle portait aussi le thé (luxe coûteux) aux tisseurs.

La fabrication des montres succéda à celle du ruban. Là encore, des groupes familiaux, ou de voisins, hautement spécialisés, fabriquaient les nombreuses pièces de montres qui étaient ensuite montées par les maîtres horlogers, qui travaillaient eux aussi en groupes. Tout cela était spontané et satisfaisant. Les horlogers respectaient le « saint lundi » : ils s'enivraient toute la journée, passaient le mardi à se remettre et travaillaient les mercredi, jeudi et vendredi. Le samedi matin, ils « nettoyaient la boutique ». Ils se nourrissaient en grande partie de leurs propres produits, élevaient des porcs et des volailles, menaient chevaux et vaches aux pâturages communaux, lesquels n'étaient pas encore entourés de murs (ceux-ci ne furent élevés que récemment), et se mariaient presque toujours très jeunes, non parce qu'ils y étaient contraints, mais parce que cela leur plaisait ainsi. L'horlogerie mourut du manque de standardisation, vaincue par les montres fabriquées à la machine et vendues au rabais. La production des pièces était hautement spécialisée, mais pour fabriquer un produit bon marché, une mise au point et un calibrage minutieux des modèles étaient nécessaires, comme pour la mécanique d'aujourd'hui. (Pierre Kropotkine dépeint de semblables établissements chez les fabricants de boîtiers de montres du Jura suisse et nous apprend comment ils s'assemblaient, travaillaient, discutaient; et se comportaient naturellement en anarchistes.)

Vint par la suite la manufacture de machines à coudre, puis celle de bicyclettes. Des milliers d'inventions imaginées pour la plupart par des inconnus, firent de la fabrication de bicyclettes une entreprise de précision, une des bases de la production mécanique telle que nous la connaissons aujourd'hui. A nouveau, des groupes se formèrent. Les mécaniciens arrivaient de toutes les régions d'Angleterre et apprirent que le travail en groupe payait. Quand les employeurs devinrent des capitalistes, les groupes se rompirent; mais ils se reconstituèrent toujours et ils firent une nouvelle démonstration de leurs vertus.

Cela s'est maintenu jusqu'aujourd'hui dans la fabrication des cycles, cyclomoteurs, cars, avions et machines-outils; il y eut une guerre continue entre la conception du groupe et la tendance individualiste de l'employeur et de ses représentants. Les firmes qui ont aujourd'hui adopté le système de groupe bénéficient d'un solide avantage sur les autres. Les salaires sont plus élevés (ce qui attire les meilleurs ouvriers), elles sortent un bon produit, les bénéfices sont plus importants et elles s'adaptent très aisément. Les méthodes techniques et l'outillage en usage sont les mêmes que dans les usines américaines à production massive, mais l'aspect humain en diffère énormément. Chaque travailleur fournit un effort, une idée, contribue à une communauté de connaissances et d'expériences qui ne semble pas se manifester dans une entreprise dirigée de façon autocratique. Le travail est plus aisé et les ouvriers sont plus heureux.

Cela ne constitue pas un éloge du capitalisme. Il y a des querelles, de féroces disputes qui rompent la monotonie du travail régulier. Les querelles sont souvent dues à des heurts entre mentalités opposées; individualisme des classes moyennes dans la direction contre collectivisme de la classe ouvrière. Les querelles de famille entre membres de l'équipe réglées sur-le-champ, de façon strictement privée. Les paresseux sont sévèrement traités par leurs compagnons, jamais sanctionnés par la direction. Il n'y a pas de discussion « idéaliste » à ce sujet, mais les avantages sont évidents. Le langage dur et les attitudes agressives relèvent généralement de la pose, alors que le vrai homme de la base est habituellement raisonnable.

Les gens « laissent tomber » rarement et la rotation dans le travail est très réduite. Il n'existe aucun secret à propos des salaires et des tarifs. Chacun connaît tout de chacun. Les niveaux de rendement exigés et atteints sont connus de tous. Un modèle de voiture est mis en fabrication pour cinq ans au plus, tracteur pendant dix ans. Un travail régulier, année après année, est donc essentiel, encore qu'il puisse devenir terriblement monotone pour certains tempéraments.

Une compensation peut être trouvée dans la compagnie d'autres gens. En plus des activités du club social de la firme elle-même, la plupart des équipes organisent les leurs et de façon parfois étonnante. La caisse sociale officielle de maladie réduit le montant des prestations payées aux membres quand la maladie se prolonge. Pour parer à cela, chaque équipe paie un secours croissant à la personne intéressée quand la période de maladie s'allonge, tenant compte que « plus longtemps elle est éloignée du travail, plus ses besoins augmentent ». Dans une entreprise, un travailleur a été placé dans un hôpital psychiatrique pendant plus de cinq ans; il est toujours membre de l'équipe, reconnu par la direction et le syndicat. Ce dernier alloue régulièrement à sa femme des subsides prélevés sur un fonds extraordinaire ; l'entreprise le reprendra dès que la cure sera terminée. L'homme appartient toujours à l'équipe.

Dans une entreprise, des ouvriers tôliers fabri-

quaient des ailes de voitures à la main (il s'agissait d'automobiles de sport de grande classe), et l'un d'eux en « loupa » quinze, ce qui représentait une semaine de travail, pour avoir mal interprété le dessin. L'équipe tint réunion et quinze hommes exécutèrent chacun une pièce; les pièces loupées disparurent et nul n'en sut rien. Le directeur de l'atelier en aurait attrapé une attaque, mais l'équipe sut lui éviter ce désagrément. Il y a des centaines d'histoires semblables qui pourraient être racontées.

C'est là le résultat d'une cohésion naturelle des travailleurs quand ils ne sont pas soumis à des gens intelligents et astucieux. Ils ne se prétendent pas supérieurs; ils se sentent quelconques. Filles et garçons aiment la vie d'équipe et les hommes et les femmes aussi.

A Coventry, le système d'équipe a été imposé aux employeurs qui, toujours méfiants au début, finirent par l'accepter. Mais chaque nouvelle génération de jeunes dirigeants intelligents doit apprendre les mêmes vieilles leçons. Ils commencent toujours en étant décidés à mettre les hommes à « leur place » et finissent par admettre le système d'équipe, parfois en s'en vantant, comme s'ils l'avaient eux mêmes inventé.

Ces équipes se recrutent par cooptation; la plupart des nouveaux membres sont « recommandés » à un syndicat pour les questions de formalité. Les travailleurs « verts » (c'est-à-dire ceux qui ne possèdent aucune connaissance professionnelle) sont mis à des tâches de pure répétition et quand le degré de dégoût est atteint, ils sont progressivement entraînés à des opérations complexes. L'homme ou la femme qui effectue l'apprentissage de cette manière perçoit le plein salaire d'un membre de l'équipe. Aucune distinction n'est faite. Ils sont payés sans considération pour leur niveau professionnel. Le débrouillard fera le travail qui exige de la débrouillardise, tout simplement parce qu'il est capable de le faire et qu'il aime le faire. Le moins adroit — ou le maladroit — exécutera les travaux pour lesquels il est apte. Il est depuis longtemps prouvé que les différenciations provoquent plus de désagréments qu'elles n'en valent. La direction et les travailleurs sont d'accord sur ce point. Cet accord est tacite. Les situations que je décris n'ont jamais été discutées. Elles sont devenues des habitudes sociales, des lieux communs.

Tout le système a évolué en fonction directe du travail, de la nécessité humaine et technique de la coopération. Les hommes solides qui y ont voué toute leur vie ont pris conscience de chaque situation et de chaque événement, et ils les ont aménagés par rapport à leur propre but, à **notre** but. Morceau par morceau, un nouveau type de société industrielle se construit. Si mauvaise qu'elle puisse être encore, elle est de loin meilleure que le système autocratique et elle enseigne au peuple de meilleures voies par la pratique et non par l'exhortation.

Quand le système d'équipe a mis au point et établi un nouveau pas en avant, les délégués du syndicat local viennent enregistrer l'état de fait par un accord avec l'entreprise. Un de ces hommes (que je connais personnellement et qui est un excellent négociateur) est intervenu et a défini tout le processus des travaux de la Standard. C'était une importante réalisation d'un haut niveau professionnel. Cet homme était un autodidacte, sur le plan de l'atelier, et sur celui du syndicat. Certains dirigeants syndicaux tentent de se mettre en avant et de revendiquer tout ce qui se réalise. Cela ne nous dérange pas, mais les journaux gobent cela. C'est qu'ils considèrent les syndicats et écrivent à leur propos en ne voyant que les dirigeants alors qu'en réalité les réalisations sont celles des membres et sont nées de leurs idées.

Techniquement, le système d'équipe est une méthode de paiement aux pièces, une sorte de contrat collectif. Pratiquement, il correspond à la tendance naturelle des travailleurs à se grouper pour un travail. Les équipes peuvent être de toutes dimensions, de trois membres à trois mille, ce dernier chiffre correspondant approximativement au groupe des tracteurs Ferguson. Un demi-million de tracteurs ont été sortis en dix ans, pratiquement sans contrôle, avec une équipe pour l'ensemble du travail et malgré la pression du travail aux pièces. L'initiative vint toujours d'en bas répondant au progrès technique venant d'en haut. C'est là que réside la différence essentielle du comportement au travail dans les Midlands et le système de salaires fixes et uniformes partout ailleurs, mais plus particulièrement dans le sud de l'Angleterre. Dans les Midlands les ouvriers ont l'initiative et constituent la force motrice. Le reste de l'état-major doit suivre pour alimenter et aider l'équipe de production. Tout est fait pour rendre le travail plus facile; chaque suggestion de n'importe quelle provenance est prise en considération et mise en pratique si possible, surtout quand elle allège le travail.

De ce fait, l'énergie des travailleurs est conservée pour d'autres choses que le travail. Mais il s'agit toujours de travail. L'automation est un mot équivoque — il y a une production continue, en partie automatique, en partie semi-automatique et beaucoup manuelle. L'avidité est supprimée du fait que toute augmentation des salaires ou toute amélioration des conditions est due, et chacun le sait, à l'effort propre des travailleurs et à l'application de leurs idées. Le résultat d'une lutte continue et de l'effort de création est constaté dans le produit fini et dans la feuille de paye. Ceux qui sont de tempérament flegmatique peuvent détester et repousser l'idée même de ce système, mais les travailleurs intéressés « ne se crèvent pas au boulot ». Ils ne sont ni préoccupés ni enragés. Ils sont vigoureux et sains et s'affairent à l'aménagement de leur logement et aux soins de leur famille.

Dans d'autres usines, de petites équipes se créent autour d'une machine qui doit être montée, ou d'une cellule d'avion. Dans une usine d'automobiles, ce sera une chaîne de montage ou un groupe de machines. Quand le produit est très compliqué et coûteux, il doit être fabriqué en petit nombre, les équipes s'efforcent d'adapter leurs connaissances à une grande variété d'occupations. Les connaissances individuelles de très haute valeur seront utilisées pour un prototype et pour les toutes premières opérations de production. L'isolé aura sa paie garantie par l'équipe pendant la période exploratoire; d'autres le suivront, couvrant une phase du travail et devenant des spécialistes dans ce domaine; d'autres encore mettront au point des outils spéciaux et des accessoires de façon à les utiliser pour le travail de production proprement dit. La variété des travaux et d'équipes est infinie.

Le système d'équipe délivre l'esprit du travailleur de beaucoup de soucis et le met en mesure de se concentrer entièrement sur son travail. Il lui fournit une marge naturelle de sécurité, il lui donne confiance, il répartit l'argent équitablement, emploie tous les degrés de capacité professionnelle sans distinction et permet de donner, à l'homme ou à la femme, l'emploi qui lui convient le mieux, la répartition des tâches étant fréquemment faite par les travailleurs eux-mêmes. Le changement de tâche, pour éviter la monotonie, est chose facile. Le « caïd » est aboli, et les contremaîtres sont maintenant des techniciens qui sont appelés à donner leur avis, à agir en cas de panne ou de situation difficile.

Dans certaines entreprises, un équipier sera désigné pour diriger non pas les hommes mais le travail. Il sera payé sur le fonds des gains de l'équipe, et, s'il s'agit d'une petite équipe il travaillera lui-même. Dans une équipe plus nombreuse il sera entièrement pris par l'organisation et la fourniture de pièces et de matériel. Une très grande équipe peut avoir un « équipier » en second et aussi un « délégué d'équipe » (**gang steward**), qui, bon syndicaliste et bon compagnon, veillera à ce que les membres de l'équipe ne favorisent pas la direction ou ne briment pas un individu. Des réunions d'équipe se tiennent si nécessaire sur invitation du délégué et tous les membres sont informés et peuvent critiquer toute chose et chacun (et ils le font). Equipier, équipier en second et délégué d'équipe sont révocables. Des idées constructives sont par ailleurs imaginées par un ou deux membres qui s'en préoccupent et de nouvelles méthodes sont constamment essayées, pour l'avantage général de toute l'équipe.

Le fait d'assurer une responsabilité dans chacune de ces catégories constitue un facteur d'éducation générale et j'ai souvent été amusé en voyant un de ceux qui se veulent « meneurs d'hommes » affecter

le comportement d'un délégué, mais finir par faire siennes les idées des hommes de l'équipe. Quand il participe à des réunions avec des représentants de la direction, à divers échelons, il change parfois entièrement d'avis. Des délégués qui ont une grande expérience appellent cela, avec un froid humour, « éduquer les messieurs-dames ». Divers délégués sont connus pour avoir utilisé ces méthodes pour « éduquer » les représentants de la direction.

Les délégués d'équipes constituent une réserve où sont recrutés les délégués généraux. Il y a des milliers d'hommes semblables et ce sont souvent des experts en mécanique qui peuvent tenir tête à n'importe quel spécialiste des cadences, des prix de revient, ou à tout autre dirigeant. Parfois les « dingues » sont désignés — les « outres à vent » — le « rebelle » qui ne songe qu'au combat, le tenant d'une idéologie. Certains idéologues sont des délégués de grande classe, mais ils ne se rendent pas compte que leur activité se trouve parfois à l'opposé de leurs conceptions idéologiques.

Il y a bien des variantes à ce schéma, certaines bonnes, certaines quelconques. Comme pour bien d'autres aspects de la vie, beaucoup de choses dépendent de la qualité des gens intéressés et de leur expérience. Les idées (c'est-à-dire les théories ou les points de vue idéologiques ou politiques) n'interviennent pas dans le système; un homme peut penser ce qu'il veut, dire ce qui lui plaît, mais il ne doit rien **faire** contre l'équipe ou le syndicat. On lui demande d'être membre du syndicat, ne serait-ce que comme un signe extérieur et visible de solidarité. Suivant l'expression de l'ancienne classe ouvrière : « Il est avec nous ou contre nous ». Il n'y a pas de demi-mesure.

Les motifs sont au nombre de trois : obtenir un niveau de salaire aussi élevé que possible (cela dépend du rendement) et une fois celui-ci atteint, continuer l'effort général pour augmenter graduellement la production de façon à pouvoir réduire le nombre d'heures de travail. Le but final (suivant une pratique continue et qui réussit) est de rendre le travail lui-même et son ambiance aussi agréables que possible.

Tous ces besoins intéressent chaque travailleur. Pour semblable méthode de production, il est évident qu'il faut des travailleurs en bonne santé et pleins de vigueur, si bien que les gens maladifs sont avertis que leur place n'est pas là. Pour les indispositions passagères il est courant que l'intéressé soit aidé; si ce n'est pas possible, il est transféré à un poste où le travail, léger, n'est pas urgent.

Tout cela a été imposé aux employeurs, encore qu'il faille reconnaître que certains ont vraiment essayé de favoriser la recherche de meilleures conditions de travail. D'autre part, on trouve fréquemment, parmi les dirigeants la tendance à « forcer sur la droite ». Elle peut se manifester quand arrive un directeur de l'extérieur, généralement en provenance d'usines où les conceptions américaines dominent; parfois ce directeur aura une conception politique ultra-conservatrice. Tôt ou tard sa poigne dictatoriale se fait sentir; dès cet instant l'appareil « des décisions ouvrières » fonctionne contre lui. Son « éducation » commence. Une fois, j'ai pu conclure une semblable affaire en avertissant le directeur : « Vous devez toujours vous rappeler que mille hommes peuvent plus sûrement vous écarter que vous ne pouvez les éliminer. » Cela fonctionne. Quand un problème se pose ou qu'un incident se produit, la fermentation se manifeste dans toute l'usine et la volonté de décision s'exprime au niveau de l'atelier, même dans les cas où elle va à l'encontre des propositions des délégués.

Il est difficile d'évoquer par écrit toute une orientation de la vie industrielle, un subtil mais évident développement du capitalisme, une manière différente et meilleure de gérer une industrie de grande dimension. Le maintien de la méthode ancienne dans une situation moderne est ce qu'il y a de meilleur et constitue un vaste progrès. On y trouve tous les éléments qui pourraient être appelés à succéder au capitalisme. Je conçois très bien que des gens intelligents rejettent tout cela comme une aberration, comme un bavardage sentimental, et puissent prouver que tout cela n'est que circonstanciel et peut être balayé par une puissante classe capitaliste dirigeante ou à la suite d'une crise, quand les travailleurs seront jetés à la rue, etc.

Ma réponse sera que si un « désastre » survient au capitalisme, nous aurons du moins fait une répétition préliminaire du nouveau rôle que nous pouvons être appelés à jouer. Si le capitalisme continue longtemps encore sans crise, nous nous serons efforcés de rendre l'existence aussi bonne que possible pour le plus grand nombre possible de travailleurs. Si un jour se manifeste une volonté générale de liquider le capitalisme, nous aurons notre part. Je crois que nous sommes aussi malins que les « intellectuels »; tout ce que nous avons fait, c'est d'expérimenter nous-mêmes, dans la vie quotidienne, ce que d'autres font par des discussions théoriques. Comme mécaniciens, nous avons transformé le monde, comme mécaniciens du social nous avons progressé autant que nous pouvions. Nous croyons que nous sommes raisonnablement bien équipés pour aller plus loin et si nous le faisons, nous aurons besoin de la coopération de ces techniciens et organisateurs qui sont actuellement de « l'autre côté », et dont certains, nous le savons, sont déjà avec nous.

Reg WEIGHT.

Parmi nos LETTRES

L'ECUME OU LA CREME ?

De R. GUILLORE, réponse à Van Reusel :

La lettre de Van Reusel, dans le numéro de juillet-août, m'a un peu rebroussé le poil. Il laisse entendre que le « pensum » de E. Leunois auquel nous avons répondu en juin pourrait n'être pas authentique. Il l'est... et d'abord ce n'est pas un pensum, mais l'expression directe d'une opinion parfaitement respectable. Ce n'est pas « l'écume de la nouvelle vague post-stalinienne », comme l'écrit Van Reusel. Un jeune camarade qui nous fait assez confiance pour nous soumettre ce qu'il croit le meilleur de ses réflexions peut et doit s'attendre à être traité autrement dans une revue de démocratie prolétarienne. Si la « nouvelle vague » voyait vraiment les choses comme Leunois... eh bien ! ça ne serait déjà pas si mal. Un jeune de vingt-cinq ou trente ans qui regarde le monde en 1961 n'est pas obligé de le voir comme ceux qui ont derrière eux un quart de siècle — ou davantage — d'expérienecs diverses. Il peut apprendre pas mal de choses de nous... mais je crois que nous en avons à apprendre de lui. Malheur à celui qui ne se pose pas de questions ! Je souhaite que d'autres jeunes, portés par la même vague que Leunois, nous posent ici des questions qui nous embarrassent.

LE CONGRES DES INSTITUTEURS

De JEAN et JOSETTE CORNEC (Finistère) :

Entièrement d'accord sur les impressions de Guilloré sur le Congrès du S.N.I.

L'attitude des communistes ne nous surprend pas : l'Eglise moscovite veut détruire tout ce qui n'obéit pas à ses rites.

L'attitude théorique — sentimentale même — des partisans de l'E.E. nous laisse rêveurs. Dans l'action d'une organisation de masse comme la nôtre, il est normal de trouver des points faibles. Mais de là à tout critiquer, à tout rejeter en bloc, il y a tout de même un pas... à ne pas franchir si on veut rester objectif.

Le S.N.I. est, comme tu l'écris, une des rares forces démocratiques de ce pays. Les amis de l'E.E. ne voient-ils pas que leurs critiques incessantes n'ont d'autre résultat que d'affaiblir notre organisation ?

La hargne n'est pas syndicaliste. Laissons-la à de Gaulle, avec d'autres balivernes.

UN DIALOGUE INÉDIT DE HAN RYNER

Le 7 décembre 1961, *Han Ryner aura cent ans. Je dis qu'il aura cent ans, car nous le considérons comme vivant. Nous avons trouvé que pour célébrer ce centenaire à la* Révolution Prolétarienne, *rien ne serait mieux que de donner des pages de lui, écrites sous le coup de l'actualité, voici 47 ans. Sans doute, les historiens, depuis, ont donné quelques-unes des clés explicatrices, et le jeu des diplomaties et des états-majors a livré quelques-uns de ses « secrets ». Mais la valeur humaine et l'ironie profonde gardent leur don excitant pour le cœur et l'esprit, et ces pages anciennes éclairent crûment certains événements plus contemporains. Han Ryner les écrivit pendant la période de « grand silence », celle de la déclaration de guerre de* 1914, *où « l'Union sacrée » régnait, et la censure, et, aussi, la Caponnière. Toute une série de «* Dialogues de la Guerre *» permit à Han Ryner de faire le tour d'horizon d'une pensée critique et humaine à la fois. Certains de ces Dialogues ont pu paraître, plus ou moins « caviardés », dès 1916, dans les organes d'avant-garde où se réveillait le libre esprit. Puis, après-guerre. Mais Han Ryner ne se décidait pas à confier à l'édition l'ensemble de l'œuvre. Peut-être le temps est-il venu ?... Le dialogue «* Entre socialistes *» a dû être écrit avant l'entrée en guerre de l'Italie. La présentation sous l'habit italien lui permet un point de vue subtilement « objectif ». Mais, pourquoi insister ? Il fallait simplement donner une date.*

Louis SIMON.

Entre socialistes... en 1914

A Milan. Un groupe de socialistes italiens et deux socialistes allemands en mission. Un seul de ces derniers prendra la parole.

Torchi. — Ainsi, camarades allemands, en dehors de meetings très solennels, très ordonnés et très inefficaces, vous n'avez rien tenté contre la folie guerrière. Et aujourd'hui vous poussez l'inconscience jusqu'à venir défendre devant nous votre gouvernement et votre kaiser qui, — soyons indulgents, — comptent parmi les plus criminels responsables de cette guerre. Pourtant, camarades, ne le sentez-vous pas ? Il n'y a pas de milieu : quand un aussi vaste forfait est commis, on ne peut être que parmi les accusateurs ou parmi les accusés.

Genossen. — Je me présente en accusateur. J'accuse le czar, principal artisan de la guerre.

Torchi. — Tu oublies l'insolence de la note autrichienne à la Serbie. Tu oublies que, premiers, les Autrichiens déclarèrent la guerre à un petit peuple qui venait d'accorder tout ce que les Autrichiens lui demandaient.

Genossen. — Les Russes n'avaient qu'à ne pas intervenir : la guerre restait limitée.

Torchi. — Si un homme devant toi frappe un enfant qui soit ton parent, tu t'abstiendras donc d'intervenir afin que le conflit reste limité... ou bien le Serbe n'est-il pas un Slave et l'attaquer injustement, sans autre raison que sa faiblesse, n'était-ce pas insulter à la force et au courage de tous les slaves ?

Genossen. — Si tu approuves la Russie d'avoir, sans que nul traité l'y engageât, secouru la Serbie, approuve deux fois l'Allemagne que les traités contraignaient à soutenir l'Autriche.

Marso. — Un Allemand parler de respect des traités après l'aventure belge !

Torchi. — Les traités qui vous liaient à l'Autriche, vous auraient engagés, si vous n'étiez querelleurs et belliqueux, à empêcher l'Autriche d'attaquer... Mais la note autrichienne n'a-t-elle pas été rédigée è Berlin ?

Genossen. — Si tu sais où sont rédigées les notes diplomatiques, je te félicite de ta science.

Torchi. — Je te féliciterais de ton ignorance, si elle t'empêchait de combattre. Les imbéciles, à quelque peuple qu'ils appartiennent, sont vaillants parce qu'ils savent que tous les torts sont de l'autre côté. Mais celui qui, ignorant où se trouve la justice, consent à combattre au risque de frapper la justice, comment le jugerons-nous ?

Genossen. — Mais...

Torchi. — Tant qu'il y a une diplomatie secrète, un vrai socialiste ne peut voir dans un combattant qu'un imbécile qui se laisse duper, un lâche qui a peur du peloton d'exécution ou une canaille qui consent aux plus louches complicités.

Genossen. — Ces paroles un peu dures, pourquoi les adresses-tu aux socialistes allemands plutôt qu'aux socialistes français ?

Torchi. — Mais, d'abord, parce que ce sont des socialistes allemands qui osent venir ici vanter leur attitude.

Genossen. — Si nous sommes ici plutôt que d'autres, c'est que votre partialité en faveur des socialistes français nous force à défendre devant vous la vérité.

Marso (haussant les épaules). — La vérité allemande !

Genossen. — Je suis Allemand, certes, et fier d'être Allemand...

Marso. — Admirable internationalisme !

Genossen. — Mais je suis socialiste aussi et véridique.

Marso. — Nationaliste par les actes et par les paroles qui sont des actes, internationaliste par les déclarations en temps de loisir, si tu oses encore reprocher aux catholiques leur mauvaise foi...

Torchi. — Explique-nous, cher Genossen, comment l'Allemand justifie chez toi au tribunal du socialiste et de l'homme véridique la violation de la neutralité belge.

Genossen. — Ce n'est pas moi qui la justifie, c'est la nécessité : quand il s'agit de défaite ou de victoire, de vie ou de mort...

Torchi. — Tu écrases les neutres avec indifférence pour frapper par derrière l'ennemi que tu veux tuer.

Genossen. — Il vaut mieux tuer le diable...

Torchi (riant). — Je ne suis pas assez catholique pour savoir qui est le diable en cette affaire. Pourtant qui est-ce qui, depuis des années, préparait méticuleusement cette affreuse guerre ?

Genossen. — Tous les gouvernements et tous les Etats-Majors.

Marso. — C'est pourquoi tu admires un gouvernement et un Etat-Major. C'est pourquoi tu leur obéis jusqu'à tuer d'autres prolétaires.

Genossen. — Si la Russie et la France n'avaient pas augmenté continuellement leurs effectifs et leurs crédits militaires...

Marso. — Condamnons tous les gouvernements et ne combattons pour aucun.

Torchi. — Qui est-ce qui déclinait systématiquement les invitations anglaises à une commune limitation des armements ?

Genossen. — La bonne foi anglaise...

Torchi. — Tu vas sans doute nous démontrer que c'est l'Angleterre qui a méprisé les « chiffons de papier », garantie des neutres.

Genossen. — Si les Français avaient eu besoin de brusquer l'attaque... Dans la même situation que nous, ils auraient agi comme nous.

Torchi. — Vous en êtes réduits à blâmer des intentions que rien ne prouve. Chez vous, nous condamnons des faits. Diras-tu que ce sont les Français qui ont brûlé Louvain, Malines, Reims ?

Genossen. — Attendez, pour les juger, que les descendants des incendiaires du Palatinat soient entrés chez nous.

Marso. — Tout gouvernant est un brigand. Le soldat naïf, irrité par les torts que son gouvernement attribue au gouvernement ennemi et par les atrocités que les chefs attribuent à l'armée ennemie, devient bientôt capable de toutes les atrocités. La guerre ne tue pas seulement des corps nombreux et ne ruine pas seulement des usines et des cathédrales. Elle ruine chez tous les belligérants tout sentiment d'humanité. Je blâme également socialistes allemands et socialistes français. Aucun ne se

souvient, sauf pour de vaines déclamations, qu'il est socialiste ou même qu'il est homme.

Genossen. — Les socialistes allemands ne sont nullement coupables. Ils défendent la liberté, la culture et le socialisme.

Marso. — Tu m'amuses autant que tu m'instruis.

Genossen. — Connais-tu à l'esprit socialiste et aux sentiments de liberté ou d'humanité un ennemi plus redoutable que le czarisme ?

Marso. — Plus redoutable, je ne sais. Aussi redoutable, oui. Et je l'appellerai avec ta permission, le *kaiserisme.*

Genossen. — Les Allemands ignorent la douceur du knout.

Marso. — Mais ils connaissent la douceur de la schlague.

Genossen. — Nous n'avons pas la Sibérie et ses glaces.

Marso. — Vous avez les forteresses.

Genossen. — Où sont les garanties du peuple russe contre l'arbitraire ? Si la Douma n'obéit pas, on dissout la Douma.

Marso. — Mais le Reichstag est trop impuissant pour qu'on ait même besoin de le dissoudre.

Genossen. — L'abominable tzarisme...

Marso. — Je comprends ton horreur pour le tzarisme lointain...

Genossen. — Prenez garde : il approche.

Marso. — Ce que je ne comprends pas, c'est ta collaboration avec le *kaiserisme* et le *junkerisme.* Tu maudis une tyrannie qui ne pèse pas sur toi, et tu te fais le complice de la tyrannie qui t'écrase. Comment ces quatre millions de socialistes allemands supporteraient-ils, s'ils n'avaient le goût de la servitude, la domination de junkers infiniment moins nombreux, la domination d'une famille, la dominaiton d'un homme ?

Torchi. — Oui, à quoi vous servent votre nombre et la lourde puissance de votre organisation ?

Genossen. — Nous sommes peut-être moins forts qu'il ne semble. Si nous avions essayé de nous révolter contre la guerre, sur nos quatre millions d'adhérents combien nous auraient suivis ? Crois-tu qu'on soit une âme ferme par cela seul qu'on verse une cotisation et qu'on porte dans une urne un bulletin socialiste ? Crois-tu que tous ceux qui sont capables de ces gestes faciles auraient la résolution farouche qui permet de braver, avec la haine de tout un peuple, le péloton d'exécution.

Marso. — Je m'en doutais. Votre force n'est qu'une apparence. Et aussi celle des socialistes français. Et aussi...

Torchi. — S'il s'était trouvé quelques hommes chez les uns ou chez les autres...

Marso. — Ne parlons pas nous-mêmes avec trop d'arrogance. Si demain le gouvernement italien ordonne la mobilisation, que pourrons-nous et que ferons-nous ?

De tous les côtés, cette question soulève moins de réponses que de cris :

— Ça n'est pas la même chose !

— Notre situation est tellement différente !

— La civilisation latine à défendre !

— L'Adriatique...

— L'infâme Autriche...

— Nos frères de Trieste et de Trente...

Puis, dans toute la salle, des discussions particulières.

Plusieurs cependant viennent entourer Marso et, parlant à la fois, ils expliquent avec une confuse véhémence les différences capitales dont... Marso les regarde en souriant. Enfin...

Torchi. — Toi qui as l'air de te moquer de nous, que feras-tu ?

Marso. — Je ferai probablement ce que vous ferez. Seulement j'en serai un peu moins fier.

HAN RYNER.

La révolution et la guerre d'Espagne

(par Pierre Broué et Emile Témime, aux Editions de Minuit)

La révolution et la guerre d'Espagne ont-elles trouvé leurs historiens ? Je le crois. « Nous avions dix ans en 1936 », disent les auteurs à la première ligne de leur introduction. Ils n'ont pu être acteurs de ce drame. Cela vaut sans doute mieux pour nous en donner un tableau complet et objectif. Y a-t-il des erreurs de fait dans leur œuvre ? Peut-être ceux qui, parmi nous, furent des acteurs en découvriront-ils. Mais je ne crois pas qu'ils en dénonçent beaucoup, tant apparaissent dans ce travail le souci et le scrupule du bon historien. Je ne dis pas le détachement, car l'esprit et le cœur des auteurs se révèlent derrière la conscience professionnelle des spécialistes. L'ouvrage doit être lu, et le lecteur sera pris tout de suite « dans le feu de l'action ». Il doit être discuté. Le malheur, c'est qu'en raison même de son importance, son prix est lourd : 30 NF. Mais les bibliothèques collectives se le procureront. Le livre est utile à la compréhension de notre époque. Sur ces trois ans de révolution et de guerre d'Espagne, dans lesquelles le monde entier est impliqué, nous avions besoin d'une étude ne venant pas trop tôt, pour que les passions ne déforment pas trop la vérité, ni trop tard pour que les événements qu'elle relate et les leçons qu'elle nous permet d'en tirer ne laissent pas indifférente la nouvelle génération de militants. Cette étude sérieuse et ardente, cette histoire, je crois vraiment que nous l'avons avec le livre de Broué et Témime.

La première partie, qui est l'œuvre de Pierre Broué, est consacrée à la révolution espagnole, au mouvement politico-social qui, d'ailleurs, ne peut se séparer des opérations militaires. La seconde partie, le travail d'Emile Témime, décrit ces opérations, s'attache à l'aspect militaire du drame espagnol, aux fluctuations des différents fronts, aux victoires et aux défaites.

On nous montre d'abord « l'Espagne écrasée par son passé », un pays arriéré où dominent encore, en complicité, l'aristocratie, l'armée et l'église. En face, un mouvement ouvrier d'une remarquable originalité avec prédominance des anarchistes et des anarcho-syndicalistes. Déjà, nous est présentée la puissante personnalité de l'ouvrier Durutti, la révolution espagnole incarnée, qui déclarait, au début de la guerre civile au correspondant d'un journal canadien : « Nous portons un monde nouveau, là, dans nos cœurs, et ce monde grandit à cette minute même. » Les socialistes aussi, et cet autre ouvrier, Largo Caballero, qui apprit à lire à 24 ans, et qu'une étrange évolution conduisit du réformisme à la théorie et à la pratique de la révolution. Les communistes ne sont encore rien ou presque rien. Nous allons les voir devenir quelque chose, à l'ombre de l'Etat dont ils sont les serviteurs. Ils vont apporter dans ce chaos, non pas l'ordre, mais les ordres de leur empire et — à l'époque — de leur empereur. Nous allons les voir s'appuyer sur les hommes « d'ordre », sur la queue de la révolution pour couper une tête rebelle (et ce n'est pas qu'une image), s'emparer de la direction du mouvement, le maîtriser... et l'anéantir.

Je vais trop vite dans mon compte rendu et je résume trop. Les auteurs montrent moins de hâte et de passion. Ils nous convainquent davantage. Les erreurs, les fautes ne sont certes pas d'un seul côté. Les crimes, non plus sans doute. Mais le crime principal qui est la désagrégation de la direction révolutionnaire jusqu'à ce qu'elle soit « conforme », la réaction organisée en même temps que l'armée réorganisée, le désarmement idéologique comme condition de l'armement militaire, alors oui, tout cela est du même côté.

Mais ne m'écoutez pas. Lisez le livre. Vous y verrez le prologue de la guerre civile, la montée révolutionnaire, les comités et la dualité des pouvoirs, puis la liquidation des directions révolutionnaires, la montée des communistes qui accom-

pagne l'aide militaire russe, le gouvernement Negrin, l'Etat fort qui liquide la révolution... et perd la guerre.

L'intervention italo-allemande du côté de Franco, la « non intervention » des démocraties occidentales, jouent aussi un rôle déterminant dans les péripéties de la guerre d'Espagne et dans la défaite finale. La deuxième partie du livre nous fait suivre les phases successives de cette bataille, la situation sur les différents fronts, l'intervention des brigades internationales, le grand tournant qui change une guerre révolutionnaire en un prélude sanglant et tragique de la grande guerre mondiale. Finalement, l'abandon...

J'ai déjà dit que je résumais mal cet ouvrage. Peut-être parce qu'il ne se laisse pas résumer. Qu'il soit plein d'enseignements pour notre action actuelle et future, qu'il nous montre ce qu'il faut faire et, aussi, ce qu'il ne faut pas faire, cela est hors de doute. Mais ne croyez pas que les auteurs veuillent peser sur notre jugement. Ils nous donnent seulement les moyens de nous en former un, ou de rectifier celui que nous faisions déjà. Le livre est beaucoup plus utile et tonique que cet aperçu désordonné. Il s'appuie sur de nombreux documents dont il donne une longue liste.

Nous aurons certainement à reparler du livre de Pierre Broué et Emile Témime. Il est probable qu'il soulèvera des discussions parmi nous. Il est souhaitable qu'il le fasse. Mais je ne crois pas qu'il provoque les aigreurs et les imprécations déplacées qu'ont suscitées des études récentes sur le même sujet. Elles n'étaient pas assez complètes pour être objectives. Désormais, quand on voudra parler de la révolution et de la guerre d'Espagne, il faudra bien se référer à cet ouvrage.

Il se termine par cet extrait du journal de Ciano, gendre de Mussolini, ministre des Affaires étrangères du fascisme, que son beau-père devait finalement faire fusiller :

« *Montrant l'atlas ouvert à la page de l'Espagne, Mussolini dit : « Il a été ouvert ainsi pendant trois ans ; maintenant, cela suffit. Mais je sais déjà que je dois l'ouvrir à une autre page. » La répétition générale qui s'est jouée sur les champs de bataille espagnols prend fin au moment où se prépare la guerre mondiale ; Hitler occupe la Tchécoslovaquie ; Mussolini s'apprête à attaquer l'Albanie. Bientôt le pacte Hitler-Staline et l'attaque de la Pologne préludent à six ans de guerre mondiale ; la chute de Mussolini, l'effondrement de l'Allemagne hitlérienne, de nouvelles explosions révolutionnaires d'un continent à l'autre... Vingt ans après, le Caudillo construit encore des monuments à sa gloire.* »

R. G.

A travers les LIVRES

NATHANAEL WEST : ROMANS

(Ed. du Seuil)

Les Editions du Seuil viennent de publier en traduction française (brillamment signée par Marcelle Sibion) l'œuvre complète — quatre courts romans — de Nathanaël West, romancier américain presque inconnu jusqu'à aujourd'hui, contemporain des auteurs célèbres qu'on a rassemblés sous le nom de *génération perdue* : Hemingway, Dos Passos, Faulkner, Scott Fitzgerald, etc. Cette œuvre entièrement écrite dans les années 1931 et 1939, c'est-à-dire entre la grande dépression économique qui provoqua le suicide de nombreux hommes d'affaires de Wall-Street et une aggravation de la crise du chômage, et la seconde guerre mondiale, cette œuvre se différencie nettement de celles des écrivains nommés ci-dessus, ne serait-ce que parce que son auteur, au contraire d'un Hemingway ou d'un Faulkner, a pratiquement toujours vécu aux Etats-Unis et a affronté en direct les troubles sociaux et psychologiques de l'époque. C'est ce qui explique peut-être le profond pessimisme qui se dégage de ces pages qu'on dirait travaillées par un incendie souterrain, l'humour noir et grinçant affiché par West, le refus de tout espoir devant le spectacle « misérabiliste » de la société où règnent la prohibition, les escrocs, les ratés, les peintres sans le sou, les boursiers au cœur d'acier. Il semble que N. West ait été déchiré entre deux tendances : un réalisme écrasant, féroce, vengeur et la tentation de la « vision fantastique, cauchemardesque », encore que les deux tendances le plus souvent se fondent l'une dans l'autre. Pourtant ce jeu de massacre n'empêche pas qu'on ne devine la profonde humanité du romancier qui, à l'instar d'un de ses héros — un journaliste qui tient sous le nom pitoyable de Mademoiselle Cœur-Brisé une rubrique sentimentale — s'enfonce peu à peu dans une espèce de folie étrange. « L'incendie de Los Angeles » est une peinture virulente, réalisée au couteau, de la faune insolite de Hollywood, au début du cinéma parlant. West y a travaillé comme scénariste et l'on sait ce que cela veut dire : obscur tâcheron soumis aux volontés de milliardaire, faisant du film comme on fait de la voiture ou du dentifrice. Mais le plus terrible des quatre romans réunis est sûrement « Un million tout rond » dans lequel West prononce un réquisitoire sans appel contre la civilisation américaine moderne

André LAUDE.

CHINOISERIES

M. Emile Servan-Schreiber (père du J.-J.-S.S. de « l'Express ») s'épanouit dans l'hebdomadaire filial du 7-9-61. Son voyage en Chine dans l'été 60 avait prouvé sa... candeur. Mais voici un témoignage qui rejoint le sien à six mois d'intervalle. Celui d'un politique polyvalent, M. Mitterrand — ancien ministre de l'Intérieur — expert dans l'art de déceler les... fuites et champion du saut nocturne dans les jardins du Luxembourg. Ce grand homme de gauche rapporte de Chine un hommage dithyrambique au régime de Mao-Tsé-Toung.

Entre les deux voyages, il y eut ce que les officiels appellent pudiquement la... disette. Le système n'y est pour rien. L'Etat « socialiste » ne pouvait éviter les catastrophes de la sécheresse et des inondations ? Peut-être pouvait-il les prévenir et en limiter les effets ?

Ni Emile, ni François n'ont souffert de la faim, comme ces paysans chinois, qui ne reçoivent ni riz ni viande, malgré le rationnement... comme ces citadins relativement privilégiés ayant droit en principe à 282 grammes de viande par tête *et par mois.*

Le système n'est-il pas responsable de la stupidité malfaisante des cadres envoyés du centre dans les communes paysannes ? N'est-il pas responsable par ces expériences successives, contradictoires... et toutes « miraculeuses » d'un affaiblissement tel de la production agricole, qu'il a fallu assouplir le fonctionnement des communes, *renvoyer aux champs vingt millions d'agriculteurs exilés de force dans l'industrie ?* N'est-il pas responsable d'accords conclus en août et en décembre 1960 (lors que la situation agricole était déjà alarmante), conçus pour des motifs politiques, *aboutissant à des livraisons de blé et de riz à Cuba, à Ceylan, dans les pays communistes ?*

Ni Emile, ni François n'ont signalé que la famine n'a été partiellement arrêtée que grâce à des livraisons de blé canadien atteignant pour 1961 et 1962 *plus de la moitié de la production totale française, en année d'abondance.* Ce blé est payé en devises étrangères correspondant soit au produit de la vente du riz, soit à l'intensification de l'exploitation de mines d'or... socialiste !

Cependant le correspondant de *Borba* (organe yougoslave) souligne que paysans et ouvriers chinois ne disposent d'aucune liberté (pas même la plus élémentaire) et que l'autorité peut les employer et les déplacer selon les soubresauts de la politique...

R. H.

LUCIE COLLIARD

C'est au retour de vacances que nous avons appris la mort de Lucie Colliard. Et nous avons éprouvé le choc de l'étonnement avant de ressentir la douleur d'une disparition imprévue. On ne voit pas vieillir ceux que l'on voit vivre quotidiennement. Mais nos rencontres avec Lucie depuis vingt-cinq ans étaient malheureusement rares, séparées même par des années. Et cependant son visage et son corps de montagnarde, son front monumental comme un portique antique, ses yeux dont l'éclat se renforçait à chacune de ses phrases nous restaient tellement familiers, que nous pouvions reprendre le dialogue sans hésitation, ni préambule et que nous n'avions pas réalisé qu'elle avait atteint 84 ans.

C'est elle, la petite institutrice de Haute-Savoie, à qui j'ai dédié en hommage justifié mes essais sur les deux guerres mondiales de 1914-1918 et 1939-1945.

Je savais qu'isolée dans son école de montagne, vers laquelle en hiver glissaient ses élèves sur deux morceaux de bois taillés en skis, elle avait éprouvé en août 1914 un trouble intellectuel plus pénible encore que son angoisse: « Comment, toi petite militante socialiste, tu prétends discuter la conduite de tous ces grands hommes que tu as jusqu'ici suivis avec tant de ferveur ? ». Mais la décision coupa brutalement les hésitations de l'humilité. Ce que faisaient aujourd'hui ces « grands hommes » ne pouvait annuler ce qu'ils avaient dit et dont on avait bâti ses convictions. Les statues étaient déboulonnées, mais l'œuvre demeurait intacte. Avec des centaines d'autres instituteurs et institutrices de campagne, Lucie Colliard maintint son pacifisme qui devait se prolonger en activité révolutionnaire.

Est-ce le hasard... est-ce le choix volontaire qui la plaça à St-Gingolph, village allongé entre la montagne et le lac Léman, que traverse la « ligne idéale » de la frontière franco-suisse. Elle y exerça bénévolement une charge analogue à celle des fameux « passeurs » de la ligne de démarcation établie par les Allemands en 1940 (qui ne furent pas toujours aussi convaincus et aussi désintéressés qu'elle, s'ils furent souvent aussi courageux). Trente ans après, elle demeurait aussi discrète quant aux services rendus à la double cause de la Paix et de la Révolution. Henri Guilbeaux a conté dans son livre sur **Lénine**, le passage « clandestin » en Suisse, de Loriot qui devait participer au nom des Zimmerwaldiens français à la réunion internationale d'avril 1917, où fut décidé le retour de Lénine en Russie dans le « wagon plombé » allemand. Lucie blâmait devant moi la flatteuse allusion à son rôle personnel. Non par fausse modestie, mais par souci de garder le secret d'opérations qu'il faudrait renouveler.

Je tiens de Loriot lui-même, un récit où d'une angoisse dramatique ne surnageait que l'incident comique. Il fallait passer la ligne idéale en « indigène » qui se promène avec sa famille, tandis que Gaston Colliard, alors adolescent, porterait la valise par la montagne le long des pistes de contrebandiers.

Mais en ce jour printanier, le temps était radieux et Loriot s'embarrassait d'un parapluie qu'il serrait contre sa jambe, afin de ne pas éveiller les soupçons des douaniers et des policiers

Lucie Colliard fut sans doute parmi les premiers « léninistes » de ceux et de celles dont l'adhésion au communisme précéda les succès de la Révolution. Condamnée à 2 ans de prison sans sursis, pour propagande défaitiste, elle était recherchée après la guerre pour « purger sa peine ». Jouhaux à qui cependant les minoritaires de la C.G.T. menaient la vie dure, eut l'élégance d'intervenir pour éviter son arrestation. Et quand il eut obtenu satisfaction, il laissa tomber d'un style olympien : « Allez lui dire qu'elle n'a plus qu'à recommencer ». Lucie à qui on rapporta cette boutade n'en fut pas choquée : « Evidemment, si je suis libre, c'est bien pour cela ».

Et en effet, elle recommença ou plutôt elle continua... au parti communiste, à la C.G.T., à la C.G.T.U., elle fut une propagandiste inlassable, servie par une éloquence qui trouvait les mots les plus simples pour diffuser les idées les plus hautes et déterminer les résolutions les plus audacieuses. Elle avait le sens de l'improvisation, de la répartie. Portant la contradiction à un politicien radical de Haute-Savoie, elle relevait l'ordinaire interruption : Retournez à votre cuisine, d'un « J'y suis chaque jour pour préparer les repas de mes enfants. J'y donne rendez-vous à votre cuisinière et vous jugerez ».

Une militante sûre d'elle-même, une oratrice toujours efficace... aussi une femme dont la volonté tenait à la fois du terroir et de la montagne... une mère de famille dont la tendresse et l'amitié perçaient sa rude écorce, adoucissaient son regard et traversaient parfois d'un sourire confiant son éloquence passionnée.

Au temps héroïques de l'Internationale Communiste, elle parcourut toute la France, circula en Allemagne, atteignit Moscou. Mais la petite institutrice savoyarde qui par sa seule inspiration avait dit **Non** à la Guerre et à l'Union Sacrée, ne pouvait s'aligner parmi les robots bien dressés du parti bolchevisé, puis stabilisé. A chaque tournant, elle fut à nos côtés... lors de la fondation de la R.P., lors de la lutte minoritaire dans la C.G.T.U., lors de l'effort de 1930 pour l'Unité syndicale, dans la bataille presque désespérée que nous avons menée contre la fatalité de la guerre.

Retraitée de l'Enseignement, elle exerça à Clichy une activité sociale parallèlement à son action politique. De sa terre de Larringes, elle descendait encore en août 1939, sur les bords du Léman pour évaluer avec nous les dernières chances de paix.

Socialiste, elle ne put supporter les abdications de la majorité molletiste. La dernière fois que je l'ai vue, c'était il y a un an, au colombarium où nous attendions les cendres de Monatte. Et les quelques mots que nous avons échangés témoignaient de son inébranlable constance. Je suis sûr qu'elle est partie sans avoir rien abandonné, sans avoir rien renié, fidèle jusqu'au bout à ses idées, comme à ses amitiés, à la classe ouvrière, à l'Internationale.

Qu'Yvonne Colliard, que connaissent depuis longtemps les militants du Syndicat des Instituteurs, entende ici ceux dont la route déjà bien longue fut à chaque tournant décisif éclairée par la présence de sa mère ; et qu'elle sache bien que nous éprouvons comme elle au milieu de souvenirs édifiants et émouvants le sentiment d'une perte irréparable.

R. H.

D'où vient l'argent ?

MOIS DE JUILLET 1961

RECETTES :

Abonnements ordinaires	1.013 »	
Abonnements de soutien	502,25	
		1.515,25
Souscription		236,25
Vente au numéro		36 »
Vente des livres et brochures		26,50
Divers		11 »
Total des recettes		1.825 »
En caisse à fin juin		2.367,31
		4.192,31

(Voir suite 3e page de couverture.)

DEPENSES :

Impression et papier (« R.P. » juin 61) ..		1.141,57
Frais d'expédition ..		91,45
Téléphone ..		48,25
Autres frais généraux ..		205 »
Total des dépenses ..		1.486,27
En caisse à fin juillet :		
Espèces ..	86,64	
Chèques postaux ..	2.619,40	
		2.706,04
		4.192,31

MOIS D'AOUT 1961

RECETTES :

Abonnements ordinaires ..	311 »	
Abonnements de soutien ..	80 »	
		391 »
Souscription ..		77 »
Vente « R.P. » ..		103 »
Total des recettes ..		571 »
En caisse à fin juillet ..		2.706,04
		3.277,04

DEPENSES :

Rassortiment en livres et brochures ..		45 »
Frais d'expédition ..		1,35
Autres frais généraux ..		85 »
Total des dépenses ..		131,35
En caisse à fin août :		
Espèces ..	61,29	
Chèques postaux ..	3.084,40	
		3.145,69

LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

René Courdavault (Charente-Maritime), 30 ; François (Allier), 25 ; J. Gavard-Gaton (Paris), 30 ; André Gaytant (Nord), 30 ; Marcel Gonin (Seine-et-Oise), 30 ; Raymond Guilloré (Seine), 30 ; Marc Habouzit (Rhône), 25 ; Jacques Hervé (Indre-et-Loire), 25 ; Charles Lebeau (Paris), 30 ; Léna Leclercq (Jura), 30 ; Marie-Louise Marquis (Paris), 50 ; Maurice Organde (Rhône), 35 ; Félix Rivière (Rhône), 25 ; Eugène Sauvé (Dordogne), 25 ; Gustave Stern (Seine), 35 ; Ferdinand Teulé (Paris), 50 ; Fernando Valera-Aparicio (Paris), 30 ; Van Reusel (Belgique), 47,25. — Total : 582,25 NF (dont 502,25 en juillet et 80 en août).

LA SOUSCRIPTION

Théophile Argence (Isère), 3 ; A. Azouit (Loire), 5 ; Emile Ballereau (Indre), 5 ; Paul Berlot (Seine), 5 ; José Berruezo (Bouches-du-Rhône), 1 ; M. Berthelemy (Indre-et-Loire), 5 ; Cambi (Alpes-Maritimes), 5 ; André Caubel (Loiret), 5 ; Pierre Colonna (Var), 3 ; Berthe Dély (Landes), 5 ; Jean Duperray (Loire), 12 ; Pierre Dury (Mayenne), 5 ; Louis Farvacque (Nord), 5 ; Henri Faure (Loire), 5 ; Francinelle (Belgique), 47,25 ; Antoine Garcia (Tarn), 5 ; B. Giauffret (Alpes-Maritimes), 5 ; Jean Itard (Paris), 5 ; Adolphe Jardin (Côte-d'Or), 5 ; Georges Lamizet (Paris), 15 ; Jean Laplaud (Charente-Maritime), 2,50 ; André Lavenir (Rhône), 5 ; Louis Le Coutaller (Finistère), 5 ; Marius Liège (Vienne), 2 ; Marcel Marcelot (Nièvre), 3 ; Marcel Martin (Paris), 2,50 ; René Mathevet (Loire), 3 ; Louis Mercier (Paris), 20 ; Georges Meyssonnier (Côtes-du-Nord), 3 ; Antoinette Milet (Paris), 5 ; Georges Navel (Seine-et-Oise), 10 ; Olivier Pezy (Loir-et-Cher), 2 ; Prudhomme (Paris), 5 ; Joannès Rival (Loire), 5 ; Roger Séguéla (Aude), 5 ; Teilhac (Gironde), 5 ; Ferdinand Teulé (Paris), 20 ; Hélène Thomas (Saône-et-Loire), 5 ; René Trial (Gard), 5 ; Gaston Vaillant (Seine), 5 ; Pierre Vaquez (Oise), 2 ; Jean Vernet (Ardèche), 5 ; d'un camarade allemand, 12 et 25. — Total : 313,25 NF (dont 236,26 en juillet et 77 en août).

LES FAITS DU MOIS

SAMEDI 1er JUILLET. — Des forces britanniques pénètrent au Koweit revendiqué par l'Irak.
En France, manifestations paysannes dans les Basses-Alpes, les Bouches-du-Rhône, le Cher, la Drôme, l'Hérault...

LUNDI 3. — Par réaction contre les grèves tournantes, fermeture de l'usine Renault de Flins.

MARDI 4. — Congrès du S.N. des Instituteurs à Paris.
A Cuba, fusion du « Mouvement » de Fidel Castro et du Parti communiste.
A Tunis, le Néo-Destour relance la « bataille de Bizerte ».

MERCREDI 5. — Sanglantes manifestations en Algérie contre le partage : 81 morts, 280 blessés.

JEUDI 6. — A l'Assemblée Nationale M. Chaban-Delmas s'élève contre les abus de pouvoir du Gouvernement.

MARDI 18. — La République Arabe soutient le Koweit contre l'Irak.

MERCREDI 19. — Le gouvernement tunisien établit le blocus de la base militaire de Bizerte.

JEUDI 20. — Ouverture des négociations avec le F.L.N. à Lugrin.
Combats sanglants à Bizerte entre l'armée française et des éléments tunisiens civils et militaires.
La Tunisie rompt les relations diplomatiques avec la France.

SAMEDI 22. — Bourguiba fait appel aux volontaires étrangers pour reprendre le combat.

LUNDI 24. — A la suite de sa visite à Moscou, le chef d'Etat du Ghana aligne sa politique extérieure sur celle de l'U.R.S.S.

MARDI 25. — M. Hammarskjoeld se rend à Bizerte où l'amiral Amman refuse de le recevoir.

VENDREDI 28. — La conférence de Lugrin est suspendue à la demande du G.P.R.A.

MARDI 2 AOUT. — Constitution à Léopoldville d'un gouvernement de réconciliation congolais.

JEUDI 3. — Les syndicats d'agriculteurs demandent la convocation du Parlement.

SAMEDI 5. — L'O.A.S. a réussi à utiliser les antennes de radio d'Alger pour une émission en faveur de l'Algérie française.

LUNDI 7. — Le cosmonaute Titov a fait dix-sept fois le tour de la Terre avant d'atterrir en Russie.

VENDREDI 11. — Le maréchal Koniev est nommé commandant des forces russes en Allemagne de l'Est.

SAMEDI 10. — Salah Ben Youssef condamné à mort en Tunisie, est assassiné à Francfort.

DIMANCHE 13. — Le gouvernement de Pankow ferme les frontières entre les deux Berlin.

MARDI 15. — Elections en Israël. Le Mapaï, parti de Ben Gourion, perd des sièges, tout en demeurant le plus important.

SAMEDI 19. — Au Brésil, le président Quadros décide de rétablir les relations diplomatiques avec l'U.R.S.S., remet la plus haute distinction à un ministre cubain, tandis que le vice-président Goulart est reçu chaleureusement à Pékin.

LUNDI 21. — Tenue d'une assemblée extraordinaire de l'O.N.U. sur Bizerte en l'absence de la France.

MERCREDI 23. — Note soviétique menaçant de porter atteinte au droit d'accès des Occidentaux à Berlin.
Nouveau remaniement du ministère Debré où le M.R.P. n'est plus représenté.

VENDREDI 25. — Le président de la République du Brésil est contraint à démissionner.

SAMEDI 26. — L'Assemblée de l'O.N.U. adopte par 66 voix contre 0 et 30 abstentions la résolution réclamant l'évacuation de la base de Bizerte par les Français.

LUNDI 28. — M. Ben Khedda devient président du G.P.R.A. en remplacement de M. Ferhat Abbas.

MARDI 29. — Malgré l'opposition de M. Debré, les présidents des groupes décident de réunir l'Assemblée Nationale le 12 septembre.

JEUDI 31. — Le gouvernement soviétique décide de reprendre les expériences nucléaires.